

LES DERNIERS JOURS D'UNE RÉVOLTE



121. La cathédrale Saint-Philippe. - 122. Purs, durs, forts : les paras. - 123. Région d'Aumale. - 124. Les anciens combattants. - 125. Le 5e spahis algériens. - 126. Collo, l'El-Koll des Arabes. - 127. Paysage de Petite Kabylie. - 128. Le Sahara. - 129. Dans les monts de Frenda. - 130. La côte, à l'est de Cherchell. - 131. Les ruines romaines de Djemila. - 132. Takerboust.

Couverture : Photo Yan Berry/Magnum.



LES DERNIERS JOURS D'UNE RÉVOLTE

Jean FONTUGNE

ET le troisième jour... Rares sont les cadres militaires qui donnent encore, ce 24 avril 1961, une chance au coup de force des généraux.

En Algérie, non seulement les ralliements des formations militaires ont cessé, mais, à Oran, la situation devient de plus en plus confuse : le nombre des officiers supérieurs un moment hésitants s'amenuise, la plus grande partie prenant ses distances à l'égard du commandement insurrectionnel. Jamais les opérations n'auront été plus nombreuses qu'au cours de ces dernières journées du putsch...

En métropole, le gouvernement a la situation bien en main. Assuré, après la grève générale, suivie massivement, de l'appui des syndicats, il fait même appel aux unités d'active pour repousser un problématique débarquement en France.

La marine et l'aviation, demeurées fidèles, tant en Algérie qu'en métropole, comme les troupes d'occupation en Allemagne, confirment au général de Gaulle que l'armée n'interviendra pas.

Et dans la soirée du 25 avril les points sensibles d'Alger seront réinvestis sans combat. Le général Challe est emprisonné alors que les trois autres organisateurs du soulèvement se réfugient dans la clandestinité.

Que reste-t-il de cette révolte ?

Tout d'abord, pour le F.L.N., la certitude que Paris souhaite négocier rapidement et que le peuple français, dans sa très large majorité, approuve la politique du chef de l'État pour cette paix en Algérie qui ne peut déboucher que sur l'indépendance.

Pour les partisans de l'Algérie française, la nécessité de défendre par les armes ces départements qu'ils considèrent comme partie intégrante du territoire national. L'O.A.S., qui s'est à peine découverte au cours de ces quatre journées, s'est structurée et sera désormais la seule force d'opposition valable.

Pour Paris, enfin, après les premières sanctions, les révocations, les arrestations, les perquisitions, il s'agit de reprendre définitivement le contrôle de l'armée : le haut tribunal militaire créé pour la circonstance permettra d'atteindre ce but.

Alors que le général de Gaulle sort brillant vainqueur de cette tentative de coup d'État, on ne peut passer sous silence l'échec retentissant subi à Cuba par J.F. Kennedy dans son soutien aux groupes anticastristes débarqués dans la région de Matanzas.

J. F.

Sommaire n° 94 - Historia magazine n° 335

FIN INATTENDUE D'UNE RÉVOLTE

LE GÉNÉRAL CHALLE
S'ADRESSE AUX FORCES FRANÇAISES

OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS, GENDARMES, SOLDA
MARINS, AVIATEURS des Forces Françaises d'Algérie, ici
Général CHALLE qui vous parle :

« Je suis à Alger avec les Généraux ZELLER et JOUHAUD
en liaison avec le Général SALAN pour tenir notre sermen
le serment de l'armée de garder l'Algérie, pour que nos mor
ne soient pas morts pour rien. Un gouvernement d'abando
nous apprenait successivement l'ALGÉRIE FRANÇAISE, l'ALGÉR
dans la France, l'Algérie Algérienne, l'Algérie indépendant
associée à la FRANCE. Il s'apprête aujourd'hui à livrer défi
nitivement l'Algérie à l'Organisation extérieure de la rébellion
Est-ce cela la paix annoncée ? Ne sait-il pas qu'il ne saurait
avoir de garantie, même militaire, de libre choix pas plus que
de liberté et de justice dans une organisation totalitaire.

Il a même refusé de faire la paix avec certains rebelles de
l'intérieur, prêts à cesser les combats. Nous en avons hélas les
preuves.

Sachant tout cela, voudriez-vous renier vos promesses,
abandonner nos frères musulmans et européens, abandonner nos
cadres, nos soldats, nos supplétifs musulmans à la vengeance des
rebelles.

Voudriez-vous que MERS-EL-KEBIR et ALGER soient demain
des bases soviétiques ?

Voulez-vous une fois de plus, la dernière, amener votre
drapeau alors vous auriez tout perdu, même l'honneur. Mais je
vous connais tous, et je sais quels sont votre courage, votre fierté,
votre sens de l'honneur et du devoir, la discipline qui fait notre
force ne saurait en aucun cas conduire au déshonneur. L'armée
est avant tout au service de la FRANCE et garante du territoire
national.

L'Armée ne faillira pas à sa mission et les ordres que je
vous donnerai n'auront jamais d'autre but.

Signé : CHALLE

Lemaire



Lemaire

En haut : **proclamation du général Challe aux forces françaises.** ***Ci-dessus :*** **devant le Gouvernement général, les paras veillent. La ville est calme. Le 1er R.E.P. de Saint-Marc, le groupe des commandos parachutistes de Robin, les commandos de l'air d'Émery et les commandos de Lousteau assurent l'ordre à Alger et dans la Mitidja.**

Commencé dans l'euphorie, le 21 avril au matin, le coup de force des généraux Challe, Zeller, Jouhaud et Salan piétine bien vite. A Alger, le général Gambiez, commandant en chef, a été arrêté ainsi que le général Vézinet, commandant le corps d'armée. A Oran, le général de Pouilly a refusé de se rallier au mouvement et il s'est réfugié à Tlemcen. Le général Gardy et le colonel Argoud se sont emparés du pouvoir dans la grande ville de l'Ouest. Mais ils demeurent seuls. La marine est restée fidèle au gouvernement de Paris derrière l'amiral Querville. Et si le général Bigot, qui commande l'aviation, se retrouve avec les putschistes, ses aviateurs ne le suivent pas. A Constantine, Gouraud a fini, non sans hésitation, par rallier les insurgés. Dans le contingent, l'hostilité contre les généraux rebelles croît d'heure en heure.

LUNDI, le mouvement déclenché par le « quarteron » piétine. A Alger, les services administratifs fonctionnent, les magasins ouvrent à l'heure habituelle, la population conserve son calme, mais une plus grande affluence dans les boutiques d'alimentation atteste que les conséquences économiques du putsch n'échappent pas aux Algérois.

C'est à peine si la radio et les journaux font allusion aux propos du chef de l'État. Mais l'appel de Michel Debré aux Parisiens (« ... Dès que les sirènes retentiront, allez-y, à pied, en voiture, convaincre ces soldats trompés de leur lourde erreur... ») leur permet d'affirmer que la métropole craint une action au-delà de la Méditerranée, que Paris est gagné par la panique.

Dans la matinée éclate la nouvelle de l'appareillage clandestin du *Sidi-Ferruch*. Après avoir entendu l'allocution du général de Gaulle, l'équipage, réuni autour de son capitaine, a tenu une sorte de conseil de guerre. A l'unanimité, la décision a été prise de gagner le large. Profitant d'un mouvement de relève des éléments armés chargés de la surveillance du port, le paquebot a quitté la rade tous feux éteints. ▶


Dalmas

◄ Jouhaud, Salan et Challe. Salan, arrivé de Madrid le 23 avec Susini, est chargé, ainsi que Jouhaud, de l'organisation générale et des relations publiques avec les populations.



L'armée au pouvoir. ► Le rêve d'Alger. Des milliers d'Algérois se sont réunis sur le Forum pour entendre les généraux. La foule croit vivre un nouveau 13 Mai et les acclame follement.

Jouhaud, Salan, Challe et Zeller reçoivent la presse. Ils expliquent une fois de plus le but de leur mouvement : amener l'Algérie pacifiée « sur un plateau d'argent à la France ». ▼

"la marine n'obéit qu'aux ordres de Paris"

après que les amarres eurent été coupées au couteau.

« Radio-France » diffuse de nouvelles déclarations du général Challe : « ... L'armée est intervenue pour sauver l'Algérie du joug de la rébellion, pour rendre à la France l'Algérie pacifiée. Dans ce domaine, moi, général Challe, j'irai jusqu'au bout. »

Et encore : « Les militaires ont pris le pouvoir pour que l'armée puisse sauvegarder la métropole du danger communiste qui la menace et établir une paix véritable en Algérie. »

Argoud n'a plus le moral

Un capitaine informe l'état-major du quartier Rignot que les officiers, sous-officiers et soldats de l'atelier régional de l'aviation de Boufarik entendent demeurer fidèles au général de Gaulle. Dans les casernes, l'agitation prend la forme de manifestations massives en faveur du chef de l'État.

A Oran, les choses n'avancent pas. Au contraire. Certes, Gardy et Argoud ont pris le pouvoir, mais ils sont seuls, absolument seuls. Aucun des généraux du corps d'armée ne s'est rallié au mouvement. Les colonels Masselot et Lecomte, à la tête du 18e et du 14e R.C.P., reçoivent mission de réduire Tlemcen, où Pouilly et les préfets Gey et Plettner s'opposent toujours aux insurgés.

Avant de se lancer dans l'opération, Masselot décide d'avoir un entretien en tête à tête avec son ami Pouilly. Peut-être parviendra-t-il à le convaincre. Il gagne Tlemcen sans armes, en hélicoptère et s'entretient avec le commandant du corps d'armée. Celui-ci ne veut rien savoir.

« Acceptez au moins d'aller voir Challe à Alger. Il saura, lui, vous expliquer ses intentions. »

Après avoir hésité, Pouilly accepte. Il gagne la Ville blanche... où Challe le fait arrêter et l'envoie rejoindre, au camp d'In-Salah, les autres responsables civils et militaires déjà internés.

A Bel-Abbès, Brothier refuse toujours de mettre ses légionnaires à la disposition du général Gardy. Au corps d'armée d'Oran, la situation est tendue. D'heure en heure les choses se gâtent. Les hommes de la compagnie des transmissions tentent, derrière leur commandant, de rejoindre, à Mers el-Kébir, les marins demeurés fidèles. Les officiers du 21e R.I. projettent de kidnapper Gardy et Argoud et de rétablir la légalité. Les hommes du 14e bataillon de chasseurs mettent leurs officiers en état d'arrestation...

Argoud n'a plus le moral. Gardy est épuisé. Ses nerfs sont sur le point de


Dalmas

lâcher. « Je ne peux plus tenir, téléphone-t-il à Alger. Envoyez Jouhaud ou quelqu'un d'autre... »

Mostaganem, Tiaret, Saïda ne se prononcent pas. En revanche, un communiqué de « Radio-France » annonce des ralliements d'unités des réserves générales et de régiments stationnés à Colomb-Béchar.

Malgré le prestige dont jouissent Challe et Jouhaud auprès des aviateurs, la base de La Sénia n'a pas bougé. L'amiral Querville, qui a gagné Mers el-Kébir, fait afficher dans les casemates une note réaffirmant que « la marine n'obéit qu'aux ordres de Paris ». Pour conserver sa liberté de manœuvre et ne pas « se faire prendre aux pattes » par les paras (on



E.C.P.A.

dans les escaliers, à travers les jardins — peuvent voir côte à côte les quatre chefs de l'insurrection. Foule en délire qui applaudit ses nouveaux chefs et qui croit vivre un nouveau 13 Mai.

— Voici ceux qui sont venus avec vous pour se battre, souffrir et mourir, s'il le faut, pour que l'Algérie reste terre française, crie Challe, au micro, à ces hommes, à ces femmes qui l'acclament follement.

Pour tenter de remonter le courant d'hostilité qui grossit parmi les soldats du contingent, on décide de laisser partir pour la métropole le paquebot *El-Mansour* qui emporte à son bord 800 soldats libérables.

Des centaines de personnes, parmi lesquelles de jeunes et jolies filles, sont là sur le quai, distribuant à ceux qui partent avec force cigarettes et cadeaux, l'adieu d'Alger qu'elles s'efforcent de rendre souriant. Opération psychologique qui ne donnera guère de résultat.

Challe est lucide

Un communiqué officiel annonce que Pierre Lagaillarde s'est engagé, ainsi que Marcel Ronda, autre accusé en fuite du « procès des barricades », dans les forces armées en Algérie. Les journaux ont fait état de son arrivée à Alger, mais celle-ci n'est pas confirmée. On dit même qu'« on » ne souhaite pas sa présence dans la ville.

Faisant le point de la situation au soir du 24 avril, Challe constate qu'à l'est, où Gouraud s'est rallié, il ne se passe rien, qu'en Oranie règne la même ambiance de résignation, que dans l'Algérois, la zone Nord est à peu près contrôlée par les unités qui le suivent, mais que la zone Sud, avec le général Arfouilloux, ne s'est pas ralliée. Elle demeure neutre.

« Mes ordres n'avaient pas été transmis, ou bien les échelons supérieurs auxquels ils étaient envoyés ne les répercutaient pas sur les subordonnés, chacun attendant de voir ce qui se passerait », écrira Maurice Challe plus tard.

Il ajoutera : « Notre affaire [...], non structurée en profondeur, quoique basée ▶



assure qu'ils préparent un coup de main sur le port militaire), l'amiral ne cesse de se déplacer. Il fait la navette entre son P.C., creusé au flanc du djebel Santon et l'escorteur rapide *Maillé-Brézé*.

Dans la soirée, des incidents se produisent à Alger. De jeunes recrues d'un régiment de zouaves tiennent un meeting de protestation et votent une motion de fidélité au général de Gaulle. Armés de pinceaux ils barbouillent à la peinture les murs intérieurs d'inscriptions affirmant leur intention de s'opposer au coup de force.

Un capitaine de parachutistes intervient. Une rixe l'oppose aux jeunes zouaves. Des camions de paras sont dépêchés sur les lieux, cernent la caserne... Va-t-on assister à l'épreuve de force? Non. Après avoir hésité, les « bérets verts » renoncent à déloger les recrues, qui se sont barricadées. Cependant, un peu partout — et jusqu'à l'état-major interarmées — on procède à l'arrestation d'opposants, dont le nombre croît au fur et à mesure que les heures passent.

Des avions de transport, qui auraient pu servir au largage de parachutistes, sont sabotés sur l'aérodrome de Maison-Blanche. Des *Noratlas* s'envolent vers la métropole malgré la présence d'automitrailleuses sur le terrain. Pour déjouer la surveillance, les appareils prennent l'air en même temps de différentes pistes, en dépit du danger. De Blida, où la situation n'est plus contrôlée par l'insurrection, 16 autres avions décollent et mettent cap au nord.

Des bruits sur l'ampleur du mouvement hostile au coup de force circulent dans la ville, où le pessimisme grandit. C'est alors que la décision est prise d'organiser la première manifestation de masse depuis la prise du pouvoir. Jusque-là, les généraux ont soigneusement écarté les civils de l'affaire, mais lundi soir, la radio invite la foule algéroise à se rendre au Forum.

Pour la première fois, les pieds-noirs — ils sont près de 50 000 sur l'esplanade,

Dalmas



Challe, Jouhaud et Zeller passent à la télévision. ▶ Challe est redevenu le patron d'Alger. Mais Alger n'est pas l'Algérie et les ralliements sont peu nombreux.

Lemaire

Challe va-t-il s'enfermer dans la ville, ou...?

sur un consensus militaire général, n'était pas parvenue à se concrétiser. »

Mardi, le putsch s'effondre. Il faut renoncer à réduire Tlemcen et à neutraliser Mers el-Kébir. Même chez les paras, des compagnies refusent de marcher. Peut-on encore créer à Oran une commune insurrectionnelle qui, en faisant descendre la population dans la rue, contraindrait les militaires locaux à se rallier? Non, les Oranais ne marchent pas.

Challe est lucide. Il redoute de voir noyées dans la masse et mises hors d'état d'agir les troupes, peu nombreuses et dispersées, qui lui obéissent. Alors, plutôt que d'être faible partout et fort nulle part, il décide de concentrer ses gens sur Alger et la Mitidja.

Les régiments de Lecomte et de Masselot abandonnent l'Oranie et regagnent Alger. La grande ville de l'Ouest revient à la légalité. C'est le général Perrotat, demeuré fidèle au gouvernement, qui, venu de Tlemcen à la tête d'éléments de la 12e division d'infanterie, y ramène l'ordre républicain.

Que va faire Challe en concentrant ses forces sur Alger? se demande-t-on. Va-t-il s'enfermer dans la ville pour y soutenir un siège? Va-t-il tenter une action désespérée contre la métropole? Va-t-il lancer une offensive contre la Tunisie où se trouvent les principales forces du F.L.N.? On s'interroge et l'on retient surtout les deux dernières hypothèses.

En fait, le commandant en chef pense que s'il tient l'Algérois jusqu'au Sahara, il pourra encore discuter. Mais même

Gojon



Au deuxième jour du ▶ putsch, Challe compte ses troupes. Des hommes d'élite, certes, mais bien peu nombreux. En Kabylie, le général Simon ne veut obéir que pour les opérations; en Oranie, il ne se passe rien. Dans le Constantinois, Gouraud hésite encore.

◀ La rue Michelet à Alger, le deuxième jour du putsch. Aux fenêtres fleurissent les drapeaux bleu-blanc-rouge. Les voitures civiles klaxonnent sur deux tons inlassablement trois notes brèves et deux longues : Al-gé-rie fran-çaise.

Les paras contiennent ▶ difficilement la foule en liesse. L'espoir est revenu dans les cœurs. Avec la prise du pouvoir par l'armée s'éloigne le spectre d'une Algérie algérienne. La ville est gagnée. Une atmosphère de fête règne partout.



Gamma



Conessa/Paris-Match

◀ Le général Zeller sort du G.G. C'est à lui qu'incombe la responsabilité des questions logistiques. Pendant quatre jours, il va se dépenser sans compter pour tenter de rallier les hésitants. Un rallié de dernière heure : Gouraud, commandant le corps d'armée de Constantine, que Zeller aura la désagréable impression d'avoir, pour ainsi dire, littéralement « violé ».

cela il ne le peut pas. Il constate très vite que le découragement fait place à la débandade parmi les officiers et soldats qui lui étaient acquis. Non seulement il ne peut plus tenir l'Algérois, mais les dernières troupes sûres dont il dispose ne suffiront probablement pas à défendre le Grand Alger.

Alors, à midi, ce 25 avril, il prend sa décision. Il va mettre fin au soulèvement et se livrer au bon vouloir de Paris.

Il en informe Salan, Jouhaud et Zeller. Le premier est persuadé qu'une révolte de la population peut encore faire rebondir l'affaire. Les deux autres veulent croire que l'armée va se ressaisir et que tout peut repartir.

— Nous pouvons résister, argumente Zeller. Nous pouvons nous organiser en Kabylie et tenir avec ceux qui nous suivront.

— Non, répond Challe. Tout est fichu. Je vais me rendre et me désigner comme premier coupable. Je ne veux pas que quelqu'un d'autre que moi porte la responsabilité de notre révolte.

Salan, Jouhaud, Zeller gagnent le Gouvernement général pour y délibérer. Challe reçoit les commandants des unités ralliées au mouvement qui se trouvent à Alger et il leur expose ses intentions. Aux commandants de Saint-Marc et Robin il demande de continuer à assurer l'ordre avec leurs hommes en attendant d'être remplacés par les forces gouvernementales. A chacun il donne une poignée de main et, l'un après l'autre, ces chefs, dissimulant leur émotion, le quittent en silence.

« Je suis venu vaincre ou mourir avec eux »

Challe accepte encore de signer un texte que Jouhaud enregistre pour la radio. On y annonce la démobilisation de certaines classes du contingent, l'appel sous les drapeaux d'autres classes d'Algériens, la reconstitution des unités territoriales dissoutes après les barricades d'Alger...

Challe ne croit guère à la vertu d'une telle proclamation. Mais elle a du moins l'avantage, à ses yeux, de préciser ce que le « quarteron » avait l'intention de faire si le coup de force avait réussi.

Vers 17 heures, tandis que le commandant en chef fait brûler ses papiers, Jean-Jacques Susini vient frapper à sa porte. L'ancien leader des étudiants d'Alger lui demande de ne pas quitter Alger. Il mobilise toute son éloquence, toute sa force de persuasion. Il supplie même. Un dialogue pathétique s'engage.

— N'abandonnez pas les Algérois, mon général. Ils ont placé toute leur confiance en vous. Vous êtes leur dernier espoir... Je puis encore, avec quelques amis, mobiliser toute la ville avant la fin de la journée. Nous déclencherons un raz de marée populaire qui obligera Paris à céder.

— En admettant qu'elle soit possible, votre mobilisation des habitants d'Alger ne déboucherait sur rien, lui répond Challe. Même bien organisés, comment pourraient-ils lutter à la fois contre l'armée française et contre le F.L.N. ?

— Mais, mon général, devant notre attitude, l'armée ne pourra rien.

— Non, Susini !... Je le sens bien, c'est la fin... Mais puisque au nom de la population d'Alger vous me demandez de rester, je reste. J'ai dit aux Algérois que je suis venu vaincre ou mourir avec eux...

Alors, Challe essaie encore. Il demande au commandant Raffin, le seul officier d'état-major qui le suive, de voir ce que l'on peut tenter avec les civils décidés à « faire quelque chose ».

— Voyez, lui dit-il, si nous pouvons organiser la défense d'Alger, ou, à tout le moins, celle d'une zone incluant le G.G. ▶



R. Bail

A gauche : le Château-Neuf, où se trouvent les locaux du corps d'armée d'Oran. Gardy et Argoud, avec l'aide d'officiers du 1er étranger, s'en sont emparés et tentent de faire exécuter les ordres. Mais les officiers laissés sur place par le général de Pouilly *(à droite)*, qui a rejoint Tlemcen avec son adjoint, le général Hublot, et les préfets Gey et Plettner, refusent d'adhérer au mouvement de Challe.

E.C.P.A

trois gendarmes tombent sous les balles...

et une bande allant jusqu'au port. Faites le compte des armes, des munitions, des approvisionnements dont nous pouvons disposer.

Un peu plus tard, le commandant Raffin rend compte à Challe :

— Les quelques civils sur lesquels nous pouvons compter ont environ 1 500 hommes armés sous leurs ordres. Mais ceux-ci sont dispersés à travers la ville et il est quasiment impossible de les regrouper. Quant aux moyens matériels dont nous disposons, je ne puis vous les préciser.

Et le fidèle commandant ajoute, les larmes aux yeux :

— Mon général, c'est fini!

— Je le pense aussi, lui répond Challe. Je ne veux pas faire tuer des civils pour rien. Pas plus que je n'ai voulu le faire pour des militaires. Rentrez chez vous, Raffin. Adieu et merci.

Maurice Challe retrouve alors les trois autres généraux entourés d'un dernier carré de fidèles.

— La partie est définitivement perdue, leur dit-il. Je ne veux pas qu'on tire un coup de feu. Les militaires qui sont encore là vont rentrer à leurs cantonnements. Quant à moi, je vais me livrer... Ce qui m'ennuie, ce n'est pas d'être fusillé, c'est d'être insulté par des chacals triomphants...

Saint-Marc lui propose :

— Rentrez avec nous au cantonnement de Zéralda. Vous vous livrerez demain matin. Chez nous, cela se passera proprement.

Maurice Challe accepte.

« Dehors, sur le Forum, 2 000 à 3 000 personnes étaient rassemblées, écrira plus tard cet homme sincère. Inlassablement elles chantaient *la Marseillaise* et ce chant résonnait en moi comme un *de profundis*. C'était bien le *de profundis* de l'Algérie que ces Français chantaient tristement. Leur calvaire commençait avec notre défaite. »

Les larmes aux yeux

Dès lors, les choses vont se passer rapidement. A 22 h 15, ce mardi, les forces loyalistes commencent à occuper Alger. Gendarmes mobiles, C.R.S., zouaves, blindés, convergent vers le centre cependant que les paras se replient.

Un détachement de gendarmes, qui progresse près de l'hôtel Aletti, est accroché par un groupe d'incontrôlés. Trois gendarmes tombent, atteints par des balles. Leurs camarades ripostent vivement. Mais, très vite, le feu cesse. Une demi-heure plus tard, la progression reprend lentement. Les silhouettes noires, l'arme pointée vers les toits et les balcons, vont d'arbre en arbre dans la rue d'Isly, atteignent la grande poste.

« Habitants d'Alger, rendez-vous immédiatement tous au Forum pour empêcher la trahison de l'emporter! » lance, sur un ton pathétique, une voix inconnue au micro de « Radio-France ».

Des détachements de gendarmes sont à présent au cœur d'Alger. Ils établissent les premiers barrages, contrôlent les véhicules, arrêtent quelques personnes.

Plusieurs milliers d'hommes et de femmes répondent à l'appel du speaker inconnu, se répandent dans les rues de la Ville blanche, clament leurs slogans « Algérie française », « De Gaulle au poteau ». Rue Berthezène, un semblant de résistance s'amorce : des automobiles sont mises en travers de la chaussée. Dans les fourrés du square Laferrière, des jeunes gens armés sont en position de tir...

Il est 23 h 28 lorsqu'une voix haletante déclare à la radio : « Ici, France V. Nos émissions reprennent... Nous demandons à la population de rentrer chez elle. »

Dans la rue une vieille femme interroge :

— C'est la reddition, n'est-ce pas? Alors, nous aurons tout perdu?...

Autour d'elle, des hommes bouleversés, pétrifiés, serrent les poings. Certains ont les larmes aux yeux. D'autres, comme hébétés, paraissent ne pas comprendre.

A 1 h 50, le général Zeller, qui a revêtu un costume civil, quitte le G.G. et se perd dans la foule. Quelques minutes plus tard, Challe, Jouhaud et Salan, sortent à leur tour, un blouson d'aviateur jeté sur les épaules.

— Allez-vous vous rendre? demande un journaliste à Salan.

Le « Mandarin » le regarde, sourit tristement et répond : « Non. »

Trente à trente-cinq personnes suivent les trois généraux défaits. La plupart sont en civil. Challe, Salan, Jouhaud, montent dans un camion du 1er R.E.P.

— Je n'embarque que les grosses têtes. Que les autres se débrouillent, lance un lieutenant à béret vert.

La radio retransmet le bulletin d'informations de Paris : « L'ordre et la légalité républicaine sont en passe d'être rétablis à Alger... »

Les immeubles où l'O.A.S. avait installé des P.C. sont cernés par des blindés, les occupants en sortent les bras en l'air. Le commissariat central tombe sans résistance. Les parachutistes du 1er R.E.P., fer de lance du coup de force, se regroupent, puis, en ordre, montent dans leurs camions. En longs convois ils quittent la ville où ils étaient entrés quatre-vingt-seize heures plus tôt... H

Pierre-Albert LAMBERT

COUPS DE POING DANS UN ÉDREDON

Conessa/Paris-Match

***Ci-dessus :* la caserne Pélissier à Alger, après sa prise par le 1er R.E.P. « Le bastion du général Vézinet était en carton-pâte et l'assaut lui-même n'avait été qu'un jeu », écrira le capitaine Sergent. *Ci-dessous :* le général Gardy. Il cherchera en vain à faire basculer l'Oranie et la légion.**



ECPA

ALGER, 22 avril, 4 heures du matin... Les conjurés se félicitent. L'affaire a réussi. Tous les points stratégiques importants sont tombés aux mains des troupes engagées dans l'affaire. Il n'y a pratiquement pas eu de résistance. La plupart des personnalités concernées (Morin, Buron, le général Gambiez) ont été arrêtées. Reste à obtenir maintenant le ralliement de l'ensemble de l'armée. Mais, sur ce point, les choses sont loin d'être claires.

Dans le Constantinois, le général Gouraud, commandant le corps d'armée, peut être considéré comme acquis, mais à Oran, son homologue, le général de Pouilly, est, de notoriété publique, plus que réticent. On comptait sur son adjoint, le général Lhermitte, mais on vient seulement d'apprendre qu'il a été arrêté et se trouve en métropole... Voilà qui en dit déjà long sur le caractère improvisé du soulèvement... En Oranie, un seul point fort apparaît, le 1er régiment étranger et son commandant, le colonel Brothier. Quatre compagnies de cette unité seraient en route pour Oran. Mais cette démonstration suffira-t-elle à vaincre les réticences du général de Pouilly?

Finalement, Challe décide d'envoyer immédiatement sur place le général Gardy. Par avion de liaison, il gagnera Sidi-Bel-Abbès où son arrivée est annoncée, ne serait-ce que pour couvrir le terrain par le 1er R.E., le commandant de la base aérienne passant pour être hostile à l'affaire.

Gardy endosse alors rapidement une tenue militaire : pantalon et chemise kaki, pattes d'épaule, béret vert. Il traverse la Ville blanche encore endormie, arrive au G.G. où Challe lui donne ses dernières instructions : rallier la légion, faire pression sur Pouilly et, s'il ne marche pas, ▶

Argoud annonce le refus définitif de Pouilly

imposer à Oran la nouvelle autorité, en attendant un nouveau commandant de corps d'armée. Challe remet cependant à Gardy un papier de trois lignes : « Le général Gardy prendra, le 22 avril, dès son arrivée à Oran, le commandement par intérim du C.A. de la zone territoriale. » Toutefois, cette désignation doit constituer un recours ultime et n'intervenir que si Pouilly s'obstine à ne pas rallier le mouvement.

Puis, soudain, Challe s'anime et, d'une voix forte : « Et si ces gens ne marchent pas, s'ils nous font obstacle, balayez-moi toute l'Oranie avec la légion, sans hésiter, Gardy. Si nous échouons, nous sommes foutus, mais surtout l'Algérie est foutue, la France est foutue. C'est la dernière chance. Allez, j'ai confiance en vous. A bientôt. — Je ferai l'impossible, mon général », déclare Gardy, avant de prendre congé. Les deux hommes ne devaient plus se revoir... en Algérie.

Quelques heures plus tard, l'avion de liaison survole le terrain de Sidi-Bel-Abbès. Première déconvenue : aucune troupe visible sur le terrain, pas même un piquet d'honneur. Rien. Gardy décide de se poser malgré tout et trouve le colonel Brothier, seul, bavardant avec un officier de la base. « Comment ça va ici? — Mais très bien. — Je m'attendais à trouver au terrain la garde que j'avais demandée et j'hésitais à me poser. — Ce n'était pas la peine, mon général, il n'y avait aucun risque. » Même réponse de l'officier d'aviation : pas de problème.

L'accueil est plus que froid

Mais une seconde désillusion intervient. Contrairement à ce qui a été signalé à Alger, aucune compagnie n'est partie pour Oran. Brothier s'en explique : l'envoi d'unités de la légion n'aurait pu qu'indisposer Pouilly et le braquer complètement.

En tout cas, pour le moment, Gardy ne voit qu'une solution : se rendre personnellement à Oran et tenter de convaincre Pouilly. Si celui-ci se rallie, son adhésion peut faire tache d'huile. C'est ce qui ressort, d'ailleurs, d'une conversation que Gardy vient d'avoir avec le général Perrotat. Le commandant du Centre oranais ne cache pas qu'il calquera son attitude sur celle de Pouilly. Au moment de partir, l'arrivée d'Argoud est annoncée. Aussitôt, Gardy exige que des hommes soient envoyés sur le terrain.

Le général Gardy effectue le voyage Sidi-Bel-Abbès-Oran dans la voiture de Perrotat. La conversation languit. « Qu'est devenu Gambiez? — Il est arrêté, bien entendu! — C'est cependant un bien chic type — Je ne considère pas comme un chic type un chef qui ne fait que mentir. »

C'est enfin l'arrivée au Château-Neuf, où se trouve le Q.G. du corps d'armée. Les officiers du cabinet font des mines du diable. L'accueil est plus que froid. Le général de Pouilly reçoit alors Gardy, en présence de Perrotat. Tous les efforts pour convaincre le commandant du C.A. d'Oran sont vains. Le siège de Pouilly est fait. L'affaire ne peut réussir, affirme-t-il. Les moyens du mouvement sont trop faibles en face des énormes possibilités du gouvernement et de l'opposition de la métropole. En cas de succès, le seul résultat serait d'amener les communistes au pouvoir. Pouilly accepte alors d'appeler Challe par téléphone. Mais il confirme à l'ancien commandant en chef en Algérie son refus d'adhérer au mouvement.

La conversation se poursuit sur un ton courtois. Soudain, Pouilly demande à Gardy si Gouraud, qui commande le Constantinois, s'est rallié. Gardy répond affirmativement en toute bonne foi. « Eh bien, c'est inexact! Je lui ai téléphoné tout à l'heure et il m'a déclaré rester fidèle au gouvernement. »

Gardy lance un appel

Ainsi, c'est l'échec. Toutefois, Pouilly accepte de faire connaître sa décision définitive à 15 heures. De retour à Sidi-Bel-Abbès, vers 13 heures, Gardy apprend qu'Argoud est bien arrivé, mais qu'il est reparti pour Oran, avec le colonel Brothier, pour tenter lui aussi de convaincre Pouilly. Si cette ultime démarche échoue, la seule solution paraît être de faire marcher le 1er R.E. sur Oran.

C'est en fin de journée qu'un coup de téléphone d'Argoud annonce le refus définitif de Pouilly. Cependant, celui-ci quittera son P.C. le lendemain matin à 6 heures et, conformément aux ordres de Challe, le général Gardy prendra le commandement du C.A. Le retrait « pur et simple » de Pouilly apparaît comme une solution, en fin de compte, satisfaisante. On peut penser qu'il va se retirer en métropole ou dans sa résidence aux environs d'Oran. En attendant, un détachement du 1er R.E. va se diriger sur Oran et les points sensibles, mais Gardy omet d'avertir Brothier de ce mouvement. La journée se termine sur une seconde note optimiste. Argoud, revenu à Sidi-Bel-Abbès, confirme l'arrivée à Oran pour le lendemain soir des deux régiments de paras de Masselot et de Lecomte. Le 24 avril, au matin, les conjurés disposeront donc, avec les trois unités de la légion, de cinq régiments et se trouveront en force. Les chances de réussite restent donc sérieuses.

Le soir même, Gardy part pour Oran. Il constate la présence d'éléments du 1er R.E. et lance à la radio un appel à la



E.C.P.A.

Le général Gouraud : un déchirant cas de conscience.

population. Mais, dès le lendemain dimanche 23 avril au matin, les mécomptes commencent. Tout d'abord, Pouilly a bien quitté Oran, la veille au soir, mais pour une destination inconnue. On apprendra par la suite qu'il s'est rendu à Tlemcen où il a retrouvé l'igame et le préfet de police. Cette décision a été provoquée à la suite d'une rencontre avec Joxe et Olié à Mers el-Kébir.

Un " gentlemen's agreement "

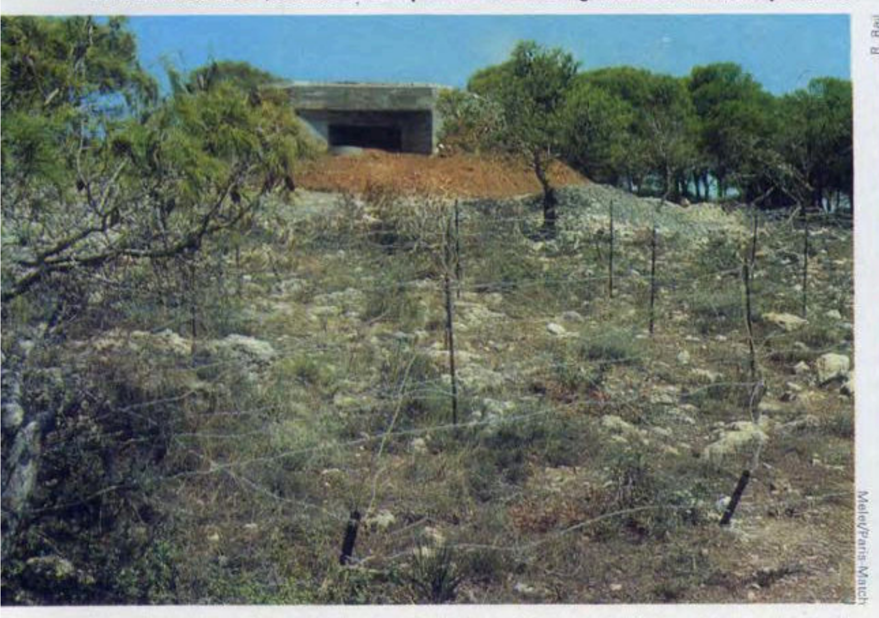
Au Château-Neuf, où Gardy prend « sommairement » ses fonctions, l'atmosphère est la même que la veille. Tout l'état-major se réfugie dans l'attentisme. Les officiers acceptent de poursuivre leur service, à condition de ne pas adhérer au mouvement ni de s'en mêler. A Sidi-Bel-Abbès, Brothier entre en fureur pour n'avoir pas été prévenu du départ d'éléments du 1er R.E. pour Oran. Au milieu de cette réserve générale, Gardy tente de nouveaux efforts de persuasion. Il se rend d'abord à La Sénia; il rencontre le général



La rue d'Arzew à Oran, le lendemain du putsch : comme à Alger, fenêtres et balcons pavoisent.



C'est à bord d'une vedette côtière que l'amiral Querville s'enfuit d'Alger...



... pour gagner Mers el-Kébir. Là, il installe son P.C. et entre en contact avec Gardy.



L'amiral Querville, ici avec Gambiez *(à gauche)* : une farouche opposition.

Clausse, commandant l'aviation en Oranie. Celui-ci ne cache pas son hostilité. Il accepte cependant de ne pas entraver le mouvement de Challe et, non sans réticence, il s'engage à ne pas laisser utiliser le terrain par des avions du gouvernement.

C'est ensuite une entrevue avec l'amiral Querville, arrivé inopinément à Mers el-Kébir. Gardy est reçu avec les honneurs habituels, la conversation est courtoise. Mais, là encore, c'est un échec, accompagné cependant d'un *gentlemen's agreement*. La marine poursuivra ses missions habituelles, continuera à utiliser ses moyens radio, mais promet de ne pas les mettre au service d'éléments hostiles au mouvement. De retour au Château-Neuf, le général Gardy reçoit la visite de nombreux activistes, mais constate qu'il n'embraye pas « son » état-major. Il se décide finalement à réunir l'ensemble du personnel.

Dans une atmosphère glaciale, après l'interruption d'un intendant général, il déclare avec force :

« J'assume, par ordre du général Challe, le commandement par intérim du C.A. Je remplirai cette mission en vue de faire triompher les objectifs du mouvement pour l'Algérie française, dans le sens indiqué par les proclamations faites à la radio d'Alger. »

Deux notes réconfortantes

Dans la soirée, on apprend finalement que Pouilly se trouve bel et bien à Tlemcen et qu'il continue à donner ses ordres en tant que commandant du C.A. d'Oran à qui il recommande l'obéissance au gouvernement. C'est là que se constitue une « base de l'Algérie gaulliste ». Les nouvelles du reste de l'Algérie ne sont pas meilleures. Aucun chef de corps ne s'est rallié au mouvement. La plupart manifestent même leur fidélité au gouvernement. En cette fin de journée, deux seules notes réconfortantes. D'abord, la découverte d'un document émanant de l'Hôtel Matignon. Il s'agit de se préparer à la « cessation d'opérations offensives », de manière à créer des « zones de fait de cessez-le-feu ». Gardy compte l'exploiter au profit du mouvement. Enfin, l'arrivée des régiments paras de Masselot et de Lecomte est confirmée. Leur marche se déroule sans entraves de la part des unités fidèles au gouvernement. Le ravitaillement en essence est assuré.

De fait, Masselot et Lecomte sont à Sidi-Bel-Abbès à la tombée de la nuit. Aussitôt, une opération contre Tlemcen est mise au point. Les deux régiments y participeront, agissant par intimidation et surprise, évitant à tout prix une effusion de sang. Mais l'impression générale n'en reste pas moins peu encourageante. Le ralliement de la légion est loin d'être total et l'attitude de Brothier commence à inspirer de sérieux doutes. Enfin, le discours du général de Gaulle a été retransmis en Oranie, en français et en arabe, par l'intermédiaire de Radio-Maroc, le poste de Tlemcen n'ayant pas une portée suffisante. Nul doute que les conséquences n'en soient très graves. Au total, le 23 avril au soir, la situation en Oranie est plus que précaire...

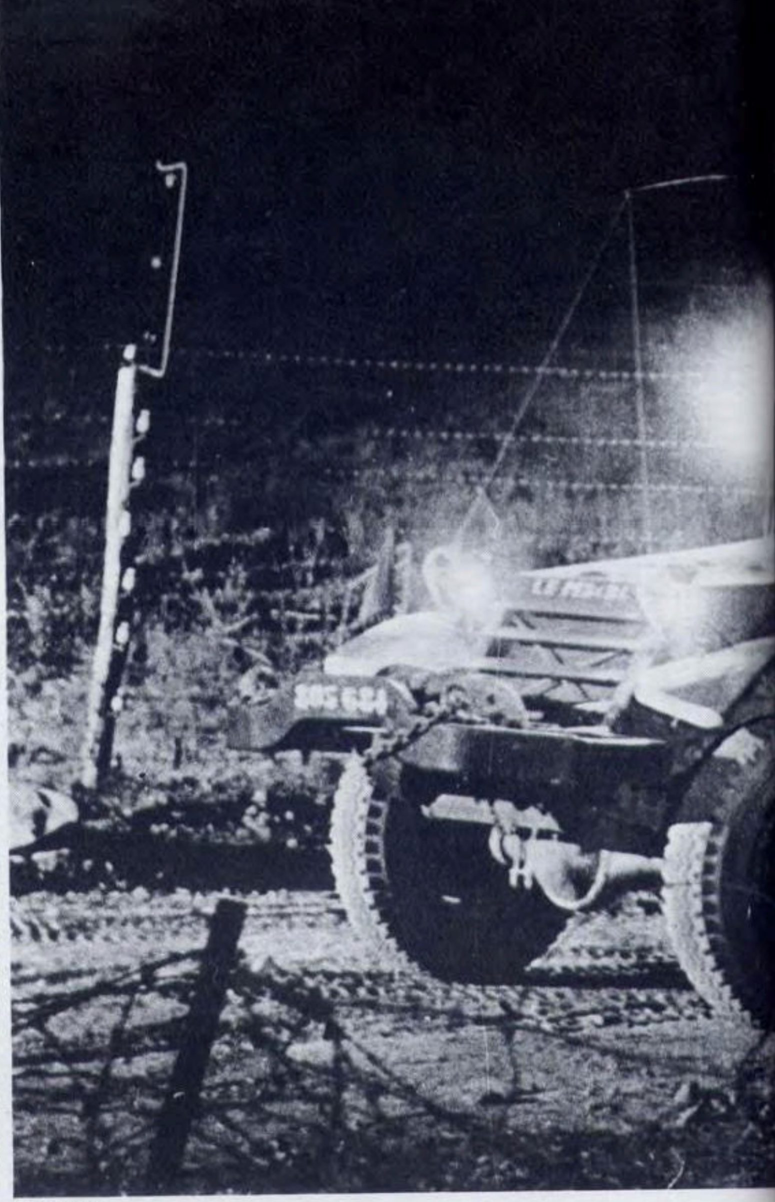
Le lendemain, 24 avril, l'échec se dessine... Pour commencer, l'opération contre Tlemcen, malgré un début d'exécution, ▶



Coll. R. Heim



Coll. R. Heim



Coll. R. Heim

Pendant le putsch, la population musulmane s'est bien gardée d'intervenir : « Que les Français se débrouillent entre eux ! » Ferhat Abbas, dès le 22 avril, a lancé un appel demandant au peuple algérien de rester plus que jamais uni et de s'organiser pour faire face aux provocations. Aux frontières, cependant, les *djounoud* mettent à profit les événements pour tenter de franchir les barrages. Mais les forces françaises veillent, de nuit *(photos)* comme de jour. Si bien des officiers ne se rallient pas au mouvement, tous acceptent, en revanche, d'obéir dans le cadre de la lutte contre le F.L.N.

les paras, après la légion, ne sont plus sûrs

tourne court. Le colonel Masselot tente à son tour de rallier Pouilly au mouvement. Finalement, le commandant du C.A. se rendra à Alger, où il rencontrera Challe, avant de se retrouver prisonnier...

Brothier lève maintenant pratiquement le masque, ou plutôt multiplie les récriminations et les prédictions pessimistes. Pour lui, l'origine des mécomptes s'explique par l'agitation d'Argoud et l'erreur d'avoir voulu tenter un ralliement par la légion. Le mouvement risque de se solder par la mainmise des communistes sur la métropole. En attendant, il rappelle les unités du 1er R.E. envoyées à Oran. Visiblement, il tente de tirer son épingle du jeu.

Après avoir assisté à l'enlisement de l'opération contre Tlemcen, Gardy rejoint Oran, où de mauvaises nouvelles l'attendent encore. L'attitude du contingent est de plus en plus hostile. Mais le plus grave, c'est qu'un certain flottement se manifeste dans certaines unités du régiment de Lecomte. Les paras, après la légion, ne sont plus sûrs.

La journée s'achève dans une atmosphère déprimante, angoissante. A Oran, les civils manifestent leur désarroi. Il ne reste plus qu'à constituer un ultime noyau de résistance avec des activistes, les C.R.S. arrivant de Tlemcen et des compagnies sûres du régiment de Lecomte. Pour le lendemain, on envisage, malgré tout, un coup de main sur Mers el-Kébir, qui, d'après certains renseignements, devrait facilement réussir. Enfin, on se berce d'un dernier espoir : le général Perrotat accepterait une formule de ralliement proposée par Challe. A condition que les apparences soient sauves, il se soumettrait à l' « autorité de fait ».

Le mardi 25 avril, les dernières illusions s'envolent. La fin approche. Dès l'aube, une première déception. Après avoir consulté ses commandants de zone, le général Perrotat fait parvenir sa réponse. Étant le général de division le plus ancien sur le territoire du C.A. d'Oran, il décide d' « assumer le commandement provisoire du corps d'armée, en remplacement du général de Pouilly, momentanément empêché, conformément au règlement militaire et aux lois de la République. Dans l'exercice de ses fonctions, il continuera à remplir la mission qui a été confiée au C.A. par le gouvernement ». Ainsi, pas la moindre allusion à l'invitation de Challe, pas question d'une quelconque subordination à l' « autorité de fait »...

Halte à Sidi-Bel-Abbès

Dès lors, la situation ne cesse de se dégrader. Lecomte doit renoncer à l'opération sur Mers el-Kébir. Deux compagnies sur trois ont refusé de marcher. Cinq sous-officiers ont « discuté » pour rejoindre le « camp de la légalité ». En désespoir de cause, Gardy téléphone à Alger. Challe est en conférence. C'est le colonel Georges de Boissieu qui se trouve au bout du fil. Averti que Gardy ne peut remplir sa mission, Challe fait parvenir sa réponse : « Regagnez Alger dans la journée, avec les régiments de Masselot et de Lecomte. »

Le départ d'Oran a lieu au début de l'après-midi. Sa colonne comprend le régiment de Lecomte, quelques civils, le

« maquis » de Petitjean, les C.R.S. La population européenne est frappée de stupeur et ne réagit pas. Les musulmans se tiennent tranquilles, comme les jours précédents. Au milieu de l'après-midi, brève halte à Sidi-Bel-Abbès, la colonne est rejointe par le régiment de Masselot. Les officiers du 1er R.E. sont atterrés. Cependant, personne ne soupçonne que le mouvement est pratiquement terminé et que Challe et Zeller ont décidé d'y mettre fin. On se berce de l'illusion que l'affaire d'Oranie sera reprise sur de nouvelles bases. Au dernier moment, Gardy met Brothier au pied du mur, mais ne peut que lui arracher des paroles évasives : « Tout le monde connaît mes sentiments, j'ai fait l'impossible pour trouver une solution... »

La marche reprend. Plusieurs « barrages » sont franchis facilement. Un seul incident à Relizane. Le général de Menditte invite Masselot à se constituer en otage à Mostaganem jusqu'à la libération du général de Pouilly. On lui reproche d'avoir entraîné le commandant du C.A. d'Oran dans un guet-apens. Après quelques palabres, la colonne passe outre et le mouvement se poursuit. La nuit est déjà largement tombée quand on approche d'Orléansville. C'est alors qu'un officier demande à transmettre à Masselot une information de la plus haute importance.

On dit que... tout serait fini ?

Quelques instants plus tard, Masselot réapparaît et entraîne Gardy, Argoud et Lecomte à l'écart. Ses paroles font l'effet d'une bombe. Tout est fini, les forces « loyalistes » ont repris le contrôle d'Alger. Les quatre généraux se seraient rendus. On dit même que le général Salan se serait suicidé. C'est la stupeur. Que faire? Finalement, on décide de poursuivre jusqu'en Mitidja. Les deux régiments, après un bref temps de repos, continueront leur marche sur leurs bases du Constantinois. Les C.R.S., les civils, les partisans de Petitjean agiront à leur guise. Argoud et Gardy tenteront de trouver un refuge en Mitidja.

A Duperré, nouvel arrêt. Les informations se précisent. Challe se serait rendu, les autres seraient en fuite. Les unités « rebelles » auraient regagné leurs cantonnements... La marche reprend. Gardy se trouve alors dans le camion P.C. de Masselot. Il endosse ses vêtements civils, se débarrasse de tous ses documents, qui seront brûlés, ainsi que de ses pattes d'épaule et de ses insignes. Il fait grand jour quand on traverse enfin Blida. A la sortie de la ville, la colonne s'arrête. Non sans émotion, Gardy et Argoud font leurs adieux à Masselot, avant de le regarder monter et s'éloigner dans sa jeep. H

François MILLES

A.G.I.P.



Lecomte et Masselot : des régiments « de pointe ».

E.C.P.A.



L'Amirauté. L'arrivée de la flotte a été signalée...

Gamma



Louis Joxe : un voyage en Algérie plutôt mouvementé.

R. Bail

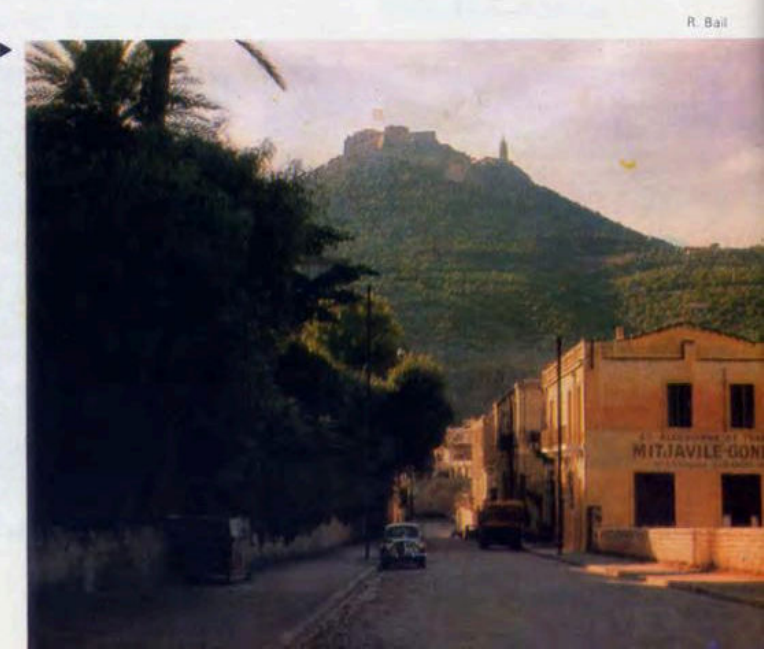
CONFUSION EN ORANIE

C'EST au début de l'année 1961 qu'un émissaire de Pierre Lagaillarde, alors réfugié à Madrid, vient prendre contact avec les activistes d'Oran. La première personne pressentie est un ancien journaliste de *l'Écho d'Oran*, Tassou Georgopoulos, qui, à la mort de son père, personnalité de la franc-maçonnerie locale, avait pris la direction d'une des plus importantes brasseries de la ville, le « Café Riche », situé sur la place Villebois-Mareuil, au cœur des beaux quartiers. Georgopoulos n'a pas besoin d'être poussé car il milite pour l'Algérie française depuis 1956 et les journées de mai 1958 comme les barricades de janvier 1960 l'ont toujours placé au premier rang. Il n'était alors que sergent-chef dans les unités territoriales, mais son influence était grande. Cafetier, comme Ortiz à Alger, son établissement et son annexe, le « Whisky à gogo », sont fréquentés par les colons venus du bled comme par les magistrats et les militaires, et aussi par les envoyés spéciaux de la grande presse, qui savent y trouver des informations de première main.

Tassou accepte et se choisit un adjoint : Pancho, *alias* Ali, en réalité Georges Gonzalès, propriétaire d'un grand garage. Les deux hommes assurent une première liaison avec Madrid. Les exilés, rassemblés autour de l'avocat-député Lagaillarde, leur exposent l'organigramme de ce qui doit devenir l'armée secrète. Parmi les six zones qui doivent partager le territoire algérien à l'exemple des wilayas du F.L.N., Oran constituera la zone 3. La capitale sera plus tard structurée en « collines » correspondant chacune à un arrondissement de police. Le mot « colline » a été choisi comme symbole et fait référence à Santa-Cruz sur laquelle est construite la basilique de la patronne de la cité qui, au siècle dernier, sauva les habitants d'une épidémie de choléra.

De retour à Oran, les deux hommes

R. Bail



Oran, où se rendent ▶ le général Gardy et le colonel Argoud pour essayer de faire basculer le corps d'armée d'Oranie. La partie sera rude : Challe n'a pas réussi à convaincre le général de Pouilly ; son adjoint, le général Lhermitte, que l'on disait tout acquis au mouvement, est en permission en France ; et son remplaçant, le général Hublot, est un fidèle du général de Gaulle.

◀ L'état-major de la marine à Oran. Tout au haut de la colline, on aperçoit la basilique de Santa-Cruz, dédiée à la Vierge, qui sauva, en 1849, les habitants d'une épidémie de choléra : c'est un lieu de pèlerinage très fréquenté, le jour de l'Ascension, par les Espagnols et aussi les gitans d'Oran.

Oran, qui, selon ▶ l'organigramme des activistes oranais Tassou Georgopoulos et Georges Gonzalès, dit Pancho, doit être structuré en « collines », correspondant chacune à un arrondissement de police, cependant que le territoire algérien sera, à l'exemple des wilayas, partagé en six zones.



Coll. R. Heim

apprennent qu'un de leurs camarades, Robert Tabarot, ancien boxeur, garçon énergique, fils d'un vétéran de la 1re division française libre, neveu du créateur du quotidien *Oran républicain*, organe du front populaire, a lui aussi rencontré Lagaillarde. Les trois hommes vont constituer ce que le général Jouhaud, leur futur chef, appellera plus tard la « troïka oranaise ».

Pour l'instant, la « troïka » n'a pas de contact officiel avec les gens du réseau « France-Résurrection », qui ont implanté un maquis, inspiré par le maquis de Montpeyroux, dans la région au sud de Mostaganem et qui est contrôlé par l'ex-capitaine des commandos de l'air, Souètre. Mais elle compte des appuis importants au conseil municipal et au conseil général, dans les cadres de l'administration et même dans la hiérarchie militaire, en particulier chez certains officiers de S.A.S.

Il existe aussi, dans la région de Sidi-Bel-Abbès, un mouvement clandestin, « Garde au drapeau » (le G.A.D.), qui publie des tracts et poursuit une intense action psychologique sous les ordres d'un officier en activité de la légion étrangère, le capitaine Bonnel, du 1er régiment étranger d'infanterie. Ce réseau a pris en main les unités territoriales de la capitale des « képis blancs » par l'intermédiaire de Jégou (Algue) et Catalan (Armand). Citons encore le réseau « Bonaparte », dont le nom est tout un programme; contrôlé par Marcel Carréno, venu d'Alger pour la circonstance, assisté d'un ancien officier de marine passé aux affaires commerciales, l'état-major de « Bonaparte » comprend le capitaine « Jean », un capitaine de réserve, instituteur, et un prêtre. De cet ensemble assez hétéroclite celui qui allait devenir son chef, Edmond Jouhaud, a dit :

« Je retrouvais dans cette antinomie — l'O.A.S. s'appuyant sur la foule, le G.A.D. et le réseau « Bonaparte » — l'éternelle division oranaise entre radicalisants, républicains, bourgeois et réactionnaires, turbulents et patriotes. Sans parler de l'équipe des « Gitans », gaillards au passé indéfini comme les légionnaires, lancés dans notre résistance par attachement à leur ville et par goût de l'aventure. »

Un général très fier de son accent

Le général Jouhaud avait été pressenti pour prendre la direction de l'O.A.S. en Oranie, parce qu'il était originaire de la province. Il aimait à citer cette phrase de J. Dos Passos : « Vous pouvez arracher l'homme du pays, mais vous ne pouvez arracher le pays du cœur de l'homme. » Ce général d'aviation à cinq étoiles, grand officier de la Légion d'honneur, titulaire des plus hautes distinctions militaires, dont la médaille de la Résistance, était né le 2 avril 1905 à Bou-Sfer, ancien douar misérable devenu l'un des plus beaux villages du Sahel oranais, entre les contreforts du djebel Murdjajo et les dunes du cap Falcon.

Il est reçu, en 1924, à Saint-Cyr et il en sort deux ans plus tard comme sous-lieutenant pour entrer à l'École d'aviation d'Avord où il obtient son brevet d'observateur.

Après un bref séjour à Bron, le capitaine Jouhaud rejoint à nouveau l'Afrique noire à Thiès. Il reviendra en France, peu avant le second conflit mondial, avec le grade de commandant.

A la fin des hostilités, Jouhaud réussit à ramener son groupe en Algérie. Jusqu'en juillet 1942, il servira à l'E.M.A.A. et lorsqu'il rejoint la métropole, c'est pour assister à l'invasion de la zone Sud. Pour ce pied-noir, le problème ne se pose pas : du moment que les Allemands sont là et puisque ses tentatives d'évasion par l'Espagne n'ont pas réussi, il faut passer dans la Résistance. Lors du débarquement des forces alliées, en juin 1944, Edmond Jouhaud exerce simultanément les fonctions de chef de l'organisation de Résistance de l'armée dans la région bordelaise et de chef d'état-major des F.F.I. pour la Gironde.

Cinq ans plus tard, le colonel Jouhaud est nommé général de brigade aérienne. On le verra occuper des postes importants

(suite page 2716)




LA MADRAGUE



Dalmas

◀ **Départ pour la France. Challe, pour montrer qu'il reste malgré tout soucieux de la légalité, fait procéder aux opérations normales de libération des appelés qui devaient quitter l'Algérie entre le 22 et le 25 avril.**

dès 9 heures, la ville tout entière pavoisait

(suite de la page 2713)

en Tunisie, en Allemagne, en Indochine, avant d'être placé à la tête de l'état-major général de l'armée de l'air.

La guerre qui se déroule sur sa terre natale ne saurait laisser indifférent ce général dont la haute stature et le visage coloré pourraient laisser croire, lorsqu'il est en civil, qu'il vient de quitter ses vignobles bourguignons. Mais l'accent ne trompe personne. Ce n'est pas celui que l'on entend entre Meursault et Cluny, mais bien celui qui chante de Nemours à Mostaganem, émaillé d'expressions typiquement oranaises. Cet accent, Jouhaud fait tout pour le conserver. Il en est fier. Il l'entendra de nouveau, avec émotion, lorsqu'il prendra le commandement de la Ve région aérienne à Alger et les fonctions d'adjoint interarmées auprès du général Salan, commandant supérieur en Algérie. Après le 13 mai 1958, de Gaulle le désigne comme adjoint au général d'armée, délégué général en Algérie. Pour le récompenser de son action, le nouveau et dernier président du Conseil de la IVe République lui donne, le 1er juillet, sa cinquième étoile.

La vieille troupe

Mais la politique du général de Gaulle évolue tandis que les opinions de Jouhaud restent ce qu'elles étaient. Aussi ses étoiles n'ont-elles plus le même éclat et, le 1er octobre 1958, il doit quitter l'Algérie pour occuper les fonctions de chef d'état-major de l'armée de l'air, puis celles d'inspecteur général de l'aviation. Pendant six mois, le général pied-noir tiendra le coup, puis, brusquement, le 15 octobre 1960, il demande et obtient d'être mis en disponibilité.

Il vient de vivre l'heure des désillusions. Il ne cache pas son point de vue et le dit avec force : de Gaulle conduit l'Algérie au désastre.

De retour à Alger, où il a trouvé un emploi dans le groupe des cartonneries de La Rochette, il rencontre un Massu accablé par ses problèmes de fidélité à l'ancien chef de la France libre et à l'Algérie française et un Challe qui refuse encore de prendre position. Juin doit-il sortir de la réserve dans laquelle l'enferme sa dignité de maréchal de France? C'est alors qu'il prend contact avec le général Zeller... Salan, et d'autres avec lui, sont prêts à tout oser pour que l'Algérie reste à la France. Ces « autres », Jouhaud les connaît bien et leur fait confiance. Il sait qu'avec eux le franchissement du Rubicon pourra se faire avec le minimum de casse. Il rencontre d'anciens camarades de la Résistance, habitués des complots et des opérations secrètes. En particulier Leroy, un rescapé de Dachau. Mais c'est à partir des résultats du référendum du 8 janvier 1961, qui vient d'ouvrir les perspectives d'une Algérie algérienne, que Jouhaud se décide

Les inspecteurs des Renseignements généraux suivent comme son ombre l'ancien chef des forces aériennes. Jouhaud n'hésite pas à « faire le mur » pour rencontrer ses amis. Les nouvelles de Madrid sont encourageantes pour les conspirateurs. Quelquefois, il s'enfonce dans le djebel, dans des zones où le danger est tel que ses « pisteurs » hésitent à le suivre. A Beni-Saf, pas tellement loin de son village natal, il rencontre le commandant de la « coloniale » Coignet, un des patrons de la « guerre psychologique ». Il retourne à Paris et publie dans *le Monde* des 12-13 février 1961 une « Libre Opinion » dans laquelle il procède à une synthèse de l'évolution politique du problème algérien et rappelle que, comme l'avaient estimé auparavant Gaston Defferre, Maurice Duverger et Félix Gaillard, « la présence de l'armée française était la seule garantie possible du respect des accords, du respect des communautés, de la sauvegarde des personnes et de la garantie des biens ».

Les jours et les semaines passent vite en ce printemps de 1961. Challe s'est allié à Salan, Zeller et Jouhaud. Les quatre généraux sont sûrs de réussir à Alger. Zeller se porte garant du général Gouraud, qui commande le Constantinois. Le général Gardy, ancien inspecteur de la légion étrangère, fait confiance au colonel Brothier, qui commande le 1er étranger à Sidi-Bel-Abbès, pour faire basculer l'Oranie déjà mise en condition par les civils de Tabarot et Georgopoulos. Partout où il y aura du suspense, les régiments de parachutistes, dont l'attitude n'appelle aucune réserve, devront intervenir en même temps que les autres troupes de choc sûres, comme les commandos de l'air et de la marine.

Le général de brigade Gardy est convaincu qu'il n'y aura pas de surprise avec la légion. Cette vieille troupe aguerrie, liée à ses chefs, qui jusqu'à présent « a bouffé du fell » marchera dans la grande aventure. Gardy connaît bien ces soldats d'élite puisqu'il a été inspecteur des « képis blancs » après le 13 mai 1958.

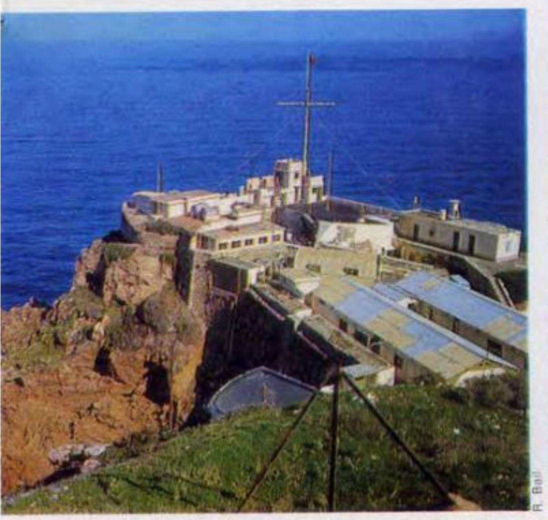
Les "pompons rouges" de l'amiral Querville

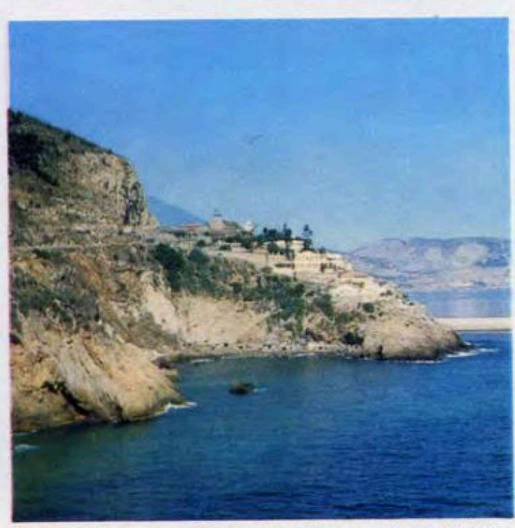
Ce brigadier de soixante ans — il n'a reçu ses étoiles qu'à cinquante-cinq ans — est un ancien cavalier sorti de Saint-Cyr en 1923 et qui, après un stage d'observateur d'aviation en 1929, a longtemps servi outre-mer : au Levant, au 4e régiment de spahis tunisiens en 1940; à l'état-major du commandement supérieur des troupes de Tunisie dans l'armée de l'armistice; à la tête d'un groupe d'escadrons du 4e R.S.T. pendant la campagne de Tunisie; comme commandant en second du 2e régiment de chasseurs d'Afrique de la 1re D.B., avec lequel il atteint le premier le Rhin en novembre 1944 pendant la campagne d'Alsace. En 1951, il commande le groupement autonome de la légion étrangère. Pourtant, Sidi-Bel-Abbès ne marchera pas.

Mais si c'est par la musique de la légion en grande tenue que les Oranais furent réveillés, le 23 avril, par une belle matinée ensoleillée, ce sont les « pompons rouges » de l'amiral Querville, commandant la marine, installé à son P.C. de Mers el-Kébir, qui firent avorter la tentative de ralliement lancée par Gardy et Argoud.

C'est par la radio que, le samedi 22 avril, très tôt, les Oranais avaient appris le « putsch ». Dès 9 heures, la ville tout entière pavoisait comme aux plus beaux jours de mai-juin 1958, car l'O.A.S., pour la première fois, se manifestait ouvertement. A midi, une équipe de l'Organisation se présenta dans le hall de *l'Écho d'Oran*, écarta d'un revers de main le censeur officiel de la préfecture et le rem-


Le cap Falcon, à quelques kilomètres d'Oran. Le phare, au premier plan, a une portée de trente milles.


Fort-Lamoune, où se trouve l'état-major de la marine.


Monte-Cristo, sur la route d'Oran à Mers el-Kébir.


Mers el-Kébir : une base navale militaire très active aux installations souterraines extrêmement importantes.

plaça aussitôt par l'un de ses officiers. En l'espace de quatre jours, d'ailleurs, les censeurs devaient se succéder dans les journaux de la ville, désignés tour à tour par le préfet, l'O.A.S., les militaires ralliés aux généraux d'Alger et les militaires restés aux ordres de Paris.

Initialement, c'est le général Jouhaud qui devait prendre le commandement de l'Oranie. Mais, au dernier moment, Gardy fut chargé de cette délicate mission. Pour rallier le général de Pouilly, dont les sentiments anti-F.L.N. étaient connus, il demanda l'assistance du colonel Argoud. Les colonels de deux régiments de parachutistes, Masselot (18e R.C.P.) et Lecomte (14e R.C.P.), qui avaient quitté leur secteur dans l'Aurès, avançaient à marches forcées vers l'ouest pour neutraliser les unités qui auraient l'intention de s'opposer au mouvement.

Car, dans le corps d'armée d'Oran, la situation reste confuse. Alerté dès 3 heures du matin, samedi 22 avril, l'igame Gey avait aussitôt prévenu le général de Pouilly, qui, à son tour, avait lancé des messages à ses cinq commandants de zone opérationnelle. A 4 h 30, appelé au téléphone par le général Challe, il lui fait savoir qu'il n'exécutera que les ordres venus de Paris ou de ses chefs restés fidèles au gouvernement. Mais quelques instants plus tard, le colonel de Baulny, adjoint au colonel Brothier, annonce de vive voix au chef du C.A.O. que les légionnaires viennent de se mettre aux ordres de Challe. C'est une mauvaise nouvelle pour Pouilly qui, cependant, ne laisse rien paraître de son inquiétude. Il sait qu'il peut compter sur la marine et sur l'aviation. Et puis il attend des personnalités envoyées par Paris : Louis Joxe et le général Olié.

Joxe et Olié dans les casemates

Entre-temps, Gardy se pose en hélicoptère à Sidi-Bel-Abbès. Il pense que si Brothier a demandé une permission, c'est afin de laisser les mains libres à son adjoint. C'est le général Perrotat qui le reçoit, en sa qualité de commandant de la 29e D.I. et de la Z.O.C. Il accepte de partir avec lui pour Oran afin d'assister à un entretien avec le chef du corps d'armée au Château-Neuf. Pendant cette entrevue, Joxe et Olié se posent sur la D.Z. de Mers el-Kébir et s'enferment, par mesure de sécurité, dans les casemates. Pouilly les met au courant de la situation et les informe qu'il va quitter la ville dans la soirée, avec l'igame Gey et leurs états-majors, pour s'installer au P.C. de la 12e D.I. à Tlemcen. Pendant les préparatifs de départ, le colonel Argoud atterrit à Sidi-Bel-Abbès et ordonne au capitaine Bonnel (le chef clandestin du G.A.D.) de prendre le commandement d'une compagnie de légion qui, en grande tenue et avec la musique, doit se rendre à Oran pour y défiler dimanche matin afin de prouver l'adhésion des « képis blancs » au putsch.

Les activistes civils, de leur côté, ne restent pas les mains dans les poches. Leurs dirigeants, notamment le docteur André Laborde, conseiller général et président des Anciens du corps expéditionnaire en Italie, et un autre conseiller général, Yvan Santini, rencontrent le général de Pouilly. Mais c'est seulement après avoir pris contact avec Argoud, qui se présente à lui en tenue de campagne camouflée, que le commandant du corps d'armée leur dit avec émotion : « J'abandonne la place au représentant de Challe.»

Voici donc la ville d'Oran entre les mains des envoyés de Challe et des civils


Associated Press

Ci-dessus : venant d'Algérie, des Nord-2500 ont rallié la France. L'armée de l'air n'a pas suivi l'aviateur Challe. *Ci-contre :* le général Challe, en civil, fait ses adieux au général Jouhaud *(de dos).* Pour lui, tout est fini.

Dalmas

quatre jours qui ne sont qu'un intermède pour les Oranais...

de l'O.A.S. Ces derniers, avec le concours de légionnaires parachutistes, occupent l'émetteur de Radio-Oran situé près d'Oued-Imbert, à cheval sur la rocade Oran-Sidi-Bel-Abbès. Ils renouvellent ainsi le coup de main réalisé le 13 mai 1958, ce qui va leur permettre de donner des consignes à l'ensemble des cinq départements oranais.

Dimanche matin, après le réveil en fanfare par les musiciens de la légion, follement applaudis, les Oranais constatent que tous les bâtiments officiels sont entre les mains des « képis blancs ». A 7 heures, Gardy, en tenue de combat, occupe, au pavillon de la Favorite, le bureau de Pouilly. Il lance aussitôt une proclamation pour annoncer qu'il assume désormais, au nom des généraux d'Alger, tous les pouvoirs civils et militaires. A midi, l'émetteur régional de Tlemcen répond par une autre proclamation du préfet Gey et du général de Pouilly demandant aux populations de rester fidèles au gouvernement. Le général insiste sur la nécessité de renforcer la surveillance sur le barrage marocain où, précisément, une bande du F.L.N. vient d'être anéantie après avoir tenté le franchissement du réseau électrifié.

Dimanche après-midi, les « paras » des 14e et 18e R.C.P., venant de Batna par Saint-Denis-du-Sig, arrivent aux portes d'Oran. On peut penser à ce moment que les « bérets rouges » vont tenter de réduire la poche de Tlemcen avec l'aide de la légion. Mais les « képis blancs » vont être rameutés d'urgence par Brothier sur la « maison mère ». On pense aussi que les commandos de marine vont se rallier à Challe. Mais le doute subsiste. A Oran, nous sommes sans nouvelles des autres divisions de Mostaganem, Saïda, Tiaret. Mais qu'importe, pensent les Oranais, le bureau de recrutement que l'O.A.S. vient d'ouvrir rue de Mostaganem marche à plein rendement et Marcel Petitjean, l'ancien adjoint du capitaine Souètre au réseau « France-Résurrection », qui est allé se mettre aux ordres d'Argoud, recrute lui aussi. Mais dans la nuit parvient la nouvelle de la défection de la 5e D.B. (Mostaganem) qui refuse de se placer aux ordres de Challe. Son commandant, le général de Menditte, fait même arrêter le député Puech-Samson, ancien as de la R.A.F. et compagnon de la Libération, ainsi que l'ancien maire, Laugier, et René Lopez, président des anciens combattants, qui avaient demandé à la population d'approuver le putsch.

Le "Maillé-Brézé"

Lundi matin, troisième jour du *clash*, les journalistes songent à prendre un peu de repos — car nous n'avons pas dormi depuis plus de quarante-huit heures, sans pour autant pouvoir envoyer des informations en France puisque les communications téléphoniques privées avaient été coupées. Mais ayant su que les lignes avec le Maroc étaient libres, je réussis à entrer en communication avec Rabat, où une consœur enregistre mon papier qu'elle transmet au *Monde* et à *Europe no 1*, à Paris.

Mardi matin, Oran et son hinterland restent toujours un îlot contrôlé par les « putschistes » et l'O.A.S. mais isolé des départements voisins constituant l'igamie de l'Ouest algérien. Radio-Alger devenu Radio-France V annonce cependant le ralliement des unités opérationnelles des réserves générales et de certains régiments stationnés à Colomb-Béchar. Malgré le prestige dont Challe et Jouhaud jouissent auprès des aviateurs, la base de La Sénia ne leur a pas donné son adhésion.

La marine nationale reste toujours aux ordres de l'amiral Querville, un vieux gaulliste de la France libre, préfet maritime de la IVe région et commandant les forces navales de Méditerranée. Ces forces continuent leurs missions de routine et, au cours de l'une d'elles, l'escorteur rapide *Maillé-Brézé* a arraisonné un cargo ouest-allemand venant de Hambourg. Sur le pont du navire, sous des bâches, l'équipage de prise a découvert huit camions portant les marques du Croissant-Rouge, destinés à une base de l'A.L.N. située en Tripolitaine.

Sur la route de la Corniche, sitôt franchie la côte du fort Lamoune, je double un long convoi du 14e régiment de chasseurs parachutistes. La queue du convoi s'est arrêtée devant les entrepôts San Benito, en quête d'approvisionnement. C'est ce que me déclare un sous-lieutenant. A hauteur de Monte-Cristo, d'où l'on peut découvrir toute la rade, j'aperçois un petit bâtiment de guerre au large de la grande



C'est le général Perrotat, commandant la 29e D.I. et la zone opérationnelle Centre, qui vint effectuer la relève en attendant l'arrivée du général de Pouilly, qui avait été arrêté sur ordre de Challe au cours d'une mission à Alger. Le préfet de police, Plettner, arriva peu après à la préfecture. Les émissions de Radio-Oran étaient de nouveau contrôlées par la censure officielle ainsi que les quotidiens. L'igame Gey n'arriva que le mercredi matin.

Des volontaires pour le maquis

Entre-temps, l'O.A.S. faisait encore parler d'elle. Marcel Petitjean ayant fermé son bureau de recrutement avait lancé un dernier coup de main sur le chenil de la police d'État et y avait raflé les armes qui s'y trouvaient. Puis il avait disparu en direction d'Alger, emmenant avec lui des policiers volontaires pour le maquis que l'ancien adjoint de Souètre se proposait de reconstituer quelque part dans le djebel. Mais, arrêté à un contrôle routier près de Duperré, Petitjean fut reconnu et arrêté.

Quant au colonel Masselot, à la tête de ses « bérets rouges », il a repris la route vers l'est, vers Alger, vers la prison. Pendant de nombreux kilomètres, son long convoi sera escorté par des dizaines de voitures civiles dans lesquelles ont pris place les dirigeants de l'O.A.S. Mais pour les Oranais qui restent, cet épisode de quatre jours n'est qu'un intermède dont ils ne prévoyaient pas le dénouement et qui va les inciter à se regrouper dans leurs organisations clandestines.

Jouhaud, qui, lui aussi, a opté pour la clandestinité, ne viendra à Oran que le 20 août suivant pour prendre alors le commandement du secteur 3.

jetée. J'apprends que c'est le *Maillé-Brézé* qui vient de rendre sa liberté au cargo allemand dont les camions sont restés à quai.

Ce même jour, des informations parvenues à Paris, avaient fait état d'un coup de main des parachutistes sur la base de Kébir. Des coups de semonce auraient même été tirés. En réalité, ce mardi la partie était jouée et perdue. Le général Gardy le savait, mais il avait tenu, avant d'évacuer le Château-Neuf, à informer la presse des documents qu'il avait découverts le 23 avril dans le coffre du général de Pouilly.

Dans l'après-midi du mardi, les parachutistes, qui avaient occupé le Château-Neuf pour couvrir le départ de Gardy et d'Argoud, durent laisser la place aux services d'état-major de retour de Tlemcen.

Léo PALACIO

Durrieux



Les U.T. défilent, ▶ acclamés par la population, qui croit revenues les folles journées de mai 1958. Illusions. Les civils, en fait, sont tenus à l'écart. « Pas question, pour l'immédiat, que les civils interviennent. Nous avons des problèmes plus préoccupants », devait déclarer le colonel Argoud lorsque des Oranais vinrent lui demander de faire arrêter le général de Pouilly et d'organiser une manifestation monstre, comme au 13 mai.



L'armée a pris le pouvoir. Qu'est-ce que cela veut dire ? Les soldats, anxieux, cherchent par tous les moyens – radio de campagne ou transistor – à capter les nouvelles.



Ducarré



Coll. particulière

« L'armée, devait dire le général de Gaulle à Joxe, savez-vous ce que c'est, à l'heure... ... où nous sommes ? Il s'agit de cinq cent mille gaillards pourvus de transistors. »

LA VICTOIRE DES TRANSISTORS

Le matin du 22 avril 1961, je décidai de tenir un journal, persuadé que nous vivions les premières heures d'une longue et douloureuse période. Quatre jours... Voici comment nous avons vécu ça, au poste de Bou-Zerou, P.C. compagnie de la 1re du 1/22e.

Samedi 22 avril. Hier, nous étions en bouclage juste en face. Hier après-midi, au choix, on clignait de l'œil sur le bled vide, la main en visière sur les verres des jumelles, on suivait le ratissage à la radio, on attendait l'ordre de décrochage. Puis notre section étirée était rentrée dans la cour, homme par homme. Treillis poussiéreux ouvert sur la poitrine luisante, les épaules prises dans les bretelles, les courroies, le foulard, le pantalon tirebouchonné sur les rangers grises. On ne sentait pas la poudre, mais la sueur salée et le gars pas lavé de trois jours. Bredouilles! Bah! la soupe du poste était chaude et les lits de camp furent doux à nos carcasses.

Comme d'habitude, ce matin, les reins s'ankylosent; les jambes sont lourdes et les paupières pèsent une tonne. Allez! Vite! la radio. M...! mon transistor est en panne! Allume le tien! Marche pas?

En deux minutes, le poste eut cuvé sa surprise et suffisamment juré pour remplir un in-folio. Privé de chansons idiotes et de publicités, notre ennui allait prendre du volume. Perspective déprimante. Sans entrain comme sans conviction, on replia la couverture, on enfila la tenue bien culottée.

A 7 h 30, même le dernier des flemmards a eu le temps d'aller pisser derrière la baraque, de brancher son rasoir électrique sur les piles de C. 9 et de faire remplir son quart de jus sur la planche des cuisines. Nous étions donc tous d'aplomb pour accueillir l'événement. C'était un appel général lancé par une voix inconnue. Devant la carence du gouvernement, Challe et Salan avaient pris le pouvoir dans la nuit pour continuer la lutte et garder l'Algérie française. L'armée contrôlait tous les bâtiments administratifs. Je me souviens d'une énorme perplexité!

Très éloignés des implications politiques



Entre deux parties de dames, l'écoute d'« Europe n° 1 ». Les visages sont graves. L'heure n'est pas à la plaisanterie.

de leur expérience algérienne, quelques-uns haussèrent les épaules : « Nous, on s'en fout! » Et cela nous concernait-il?

Des lucidités s'étaient mises à jour au rapport du matin. « Et les permes? Et le courrier? Et la quille? » Une souricière se refermait sur la 58 2/C en route pour le D.I.M., sur les gueulards de la 59 2/C qui injuriaient depuis huit jours le secrétaire de la compagnie.

Un " frigoriste " pour la chambre froide

A 8 h 30 un convoi affrété à la hâte s'élança à tout casser vers le P.C. bataillon suivant le vieil instinct qui, devant les drames ou les énigmes, se tourne toujours vers un chef plus élevé. La dernière vacation ne nous avait rien appris, mais la vérité était sûrement sur le bureau du chef de bataillon.

Aussi quand, vingt minutes après le départ de nos camions, les quatre jeeps du commandant arrachèrent, en quatre virages majestueux, tout le sable de la cour, et qu'on fut bien sûr que le « com' » n'y était pas, vingt gars jaillirent des baraques, chacun sa question entre les dents. Ils n'amenaient qu'un frigoriste pour réviser la chambre froide. On les écoutait pourtant avec confiance. Et la vérité s'édifiait par éléments vagues. Les oracles, comme toujours, parlaient par bribes, sibyllins par vocation, et les douze augures en kaki nous confirmèrent ce que nous savions déjà.

Ma première pensée fut pour les miens. « Europe » que nous suivions depuis le matin diffusait des bulletins pathétiques où on devinait une Algérie à feu et à sang. J'imaginais sans peine leur angoisse tant il est vrai que la détresse dans les naufrages, c'est de ne pouvoir rassurer ceux qui attendent.

Un chef ne doit pas laisser paraître ses incertitudes. Commander, c'est savoir. Le lieutenant qui commandait notre compagnie en savait-il plus que nous? Il m'appela dans son bureau et me confia son gros transistor rouge, un bloc et un crayon: « Relevez scrupuleusement tout ce qui vient d'Alger en notant l'heure. » J'entendis alors la rébellion s'étendre corps par corps. Une conquête dont les étapes étaient les numéros des régiments passés aux ordres d'Alger.

Nous savions bien que de Gaulle était d'abord un officier et qu'une rébellion militaire, si déroutante fût-elle pour lui, était de sa compétence.

« Tu crois que le grand Charles va céder ou serrer? » demandait le gros armurier normand.

Un peu après 9 heures le radio apporta, sur le papier pelure spécial, un T.O. qui était, enfin, vaguement en rapport avec l'événement. C'était un avis de consigne totale du bataillon, dont tous les éléments devaient rester sur place. Notre convoi, refoulé, remontait. De quelle autorité émanait cette consigne et pour quelle raison nous consignait-on?

A l'âge de l'inconstance

La nouvelle fut diversement appréciée. La suppression des convois était une calamité, l'inaction opérationnelle se révélerait à la longue désastreuse, au dire des stratèges : « Tu sais bien que si on n'em... pas les fellouzes, c'est eux qui t'em... » Évidemment. Mais enfin, ce n'était plus une rébellion : c'était une capture. Les permissionnaires du prochain bateau frisaient l'apoplexie chaque fois qu'ils exposaient leurs arguments. Ils ne seraient peut-être pas les seuls coincés, et comme nos fiancées étaient à l'âge de l'inconstance, l'avenir se peuplait de ruptures en cascade.

L'après-midi — pour se rassurer? nous occuper? protéger effectivement le poste? — le lieutenant nous fit aménager la grande tour en poste de combat renforcé. C'était mon boulot : je fis monter deux F.M. avec munitions, un mortier de 60 et sa pile d'obus, des sacs de terre. On établit un tour de garde : trois hommes en permanence dont un Européen. Le lieutenant ne voulut guère détailler ses raisons. Il craignait, en gros, un soulèvement du village. Où était l'ennemi?

Vers 18 heures, le lieutenant convoqua tous les gradés de la compagnie dans sa baraque. Y compris les trois sergents harkis qui regardaient leurs godasses énormes au fond de la pièce. « Maintenant, dit-il, c'est l'armée qui commande en Algérie. Vous obéirez aux ordres. »

Le soir, quand « Europe » nous apprit qu'une bombe avait fait plusieurs blessés dans la banlieue parisienne, le petit sergent pied-noir se prit à ricaner : « Les patos, y vont voir qu'est-ce qu'on endure depuis six ans, purée! » Ma famille habitait là et je me jetai, le poing haut, sur lui. ▶

nous n'avons rien vu, pas bougé, rien risqué

« Tu vois, dit-il, impassible, c'est bien ce que je te disais. »

Cette nuit-là, j'étais gradé de quart de minuit à 3 heures. Je passai très peu de temps devant le cahier graisseux et la table grossière épaissie de bougie fondue. J'allais sans arrêt d'une sentinelle à l'autre.

La magie des mots

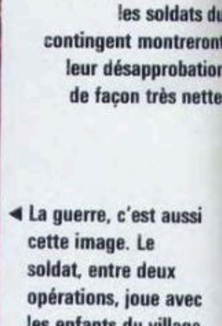
Dimanche 23 avril. Traditionnellement, sur les pitons, le dimanche était un jour morbide. Dans la vie normale, un jour de méditation. On médita. A l'avant-poste, les gars, plus rustiques, accueillirent la consigne avec placidité et entamèrent un marathon de tarot qui dura quatre jours et trois nuits et leur laissa la tête vide, la gueule sèche. Mais au P.C. compagnie, nombre de gars, un instituteur, un architecte, un mec de Belleville, un maraîcher vendéen, avaient l'habitude de penser tout haut. Diserts ou attentifs, les gars se réunirent devant les pare-chocs des G.M.C. et triturèrent la question vingt fois dans chaque sens.

D'abord, par décantation, on pouvait exprimer clairement les faits, donc les circonscrire et les exorciser : « Les généraux Challe et Salan avaient pris le pouvoir. » Donc ils gouvernaient l'Algérie. Ils nous coupaient, en se coupant, de la France. Nous étions, nous l'armée, rebelles à la France. Et prisonniers. Parce que nous n'avions pas été consultés, nous autres, et que ça ne nous disait rien d'être coupés de chez nous.

D'autre part, les mots « rébellion, prise du pouvoir », évoquent toujours des combats de rue, des assauts inopinés sur des bâtiments officiels criblés d'impacts, peuplés de responsables fébriles qui téléphonent en manches de chemise, au milieu des cadavres, au son des mitrailleuses.

Marty

◀ Douche matinale. Tous les soldats sont consignés, qui dans sa caserne, qui dans son petit poste. Pour les permissionnaires du prochain bateau qui songent à leurs fiancées volages, « une sacrée tuile » !


« Quelle était cette armée, dont nous étions, et qui avait négligé de nous aviser de ses projets ? » Dans de nombreuses unités, les soldats du contingent montreront leur désapprobation de façon très nette.


Coll. particulière

◀ La guerre, c'est aussi cette image. Le soldat, entre deux opérations, joue avec les enfants du village. La nostalgie du foyer, de la famille, que l'on a quittés pour aller faire son « temps » en Algérie.

Il fallait trouver le moyen de faire savoir à nos familles trois choses capitales : nous n'avons rien vu, pas bougé, rien risqué; c'est une rébellion administrative qui se fait à coups de téléphone; nous n'avons pas l'intention de combattre la métropole.

Pour apporter ces apaisements, beaucoup s'étaient soulagés en écrivant des lettres rassurantes. La magie des mots dissipée, la lettre restait sur le paquetage. Mais nous étions bien coincés. Les généraux donnaient l'ordre à tous les corps de les rejoindre. Nous connaissions le poids de la discipline et c'était cette trappe qui se refermait sur nos têtes. La rébellion, disait Alger, s'étend sans violence.

Quant à la France, elle nous isolait sans distinction. En matière militaire on raisonne toujours par masses et cela nous condamnait. Alors, on se tut parce qu'on se demandait franchement où était la bonne voie. Oran et Constantine, hier hésitants, avaient communiqué leur adhésion à Alger. Notre petite trentaine ne pesait pas lourd dans le demi-million.

Le bruit courut que le régiment allait débarquer en Provence et quelques-uns firent comprendre d'un clin d'œil que, ma foi, une fois en France... Bref, il était temps qu'une voix s'élevât pour nous guider et nous souder. Ce soir-là, dans les chambrées, communistes, gaullistes, égoïstes, hésitants, dociles, tout le monde écouta le discours à genoux et le cœur battant. « Aidez-moi! » dit-il. Son immense connaissance de la mentalité militaire lui avait rappelé que le soldat français aime jouer un rôle important sous les yeux du chef.

Ses adversaires, eux, avaient commis

Pierre Roire



◀ La guerre, c'est avant tout la chasse aux *djounoud*, mais c'est également la protection des routes, des champs, des récoltes. Ce sont les travaux entrepris en commun avec les habitants des douars voisins.

Alain Gesgon

quatre erreurs. Dans l'ordre, ils avaient négligé notre attachement aux problèmes matériels, comme ils avaient méconnu notre attachement à la France, charnel et d'un civisme instinctif. Ils avaient oublié les transistors et qu'à vingt ans on aime fronder.

Duel de galonnés

Lundi 24. Le ton montait. Alger clamait que nous suivions tous. Pour la première fois depuis deux jours, on sourit. Nous avions appris en quarante-huit heures qu'il faut très peu d'hommes pour bouleverser une république, mais qu'il en faut terriblement pour la maintenir; qu'en revanche la tâche de chacun est très légère. La veille encore, les gens bien informés estimaient à 20 % l'effectif rallié aux généraux. Et ce ne fut pas le dilemme « la quille ou les généraux », le joyeux chahut, le vote à main levée. Ce fut une décision sourde et grave de garçons subitement mûris parce que ça allait très mal et que ça pouvait être pire s'ils ne jouaient pas le petit rôle qu'on attendait d'eux.

La radio ne nous incitait pas à la gaudriole. On armait, en France, une milice, on alignait les chars sur les avenues, des réservistes s'habillaient au Grand Palais. Les troupes cantonnées en France étaient armées en guerre et constituées en unités de contre-attaque pour redescendre la vallée du Rhône. On nous faisait confiance, pas à dire. On ne prit pas le temps de s'indigner.

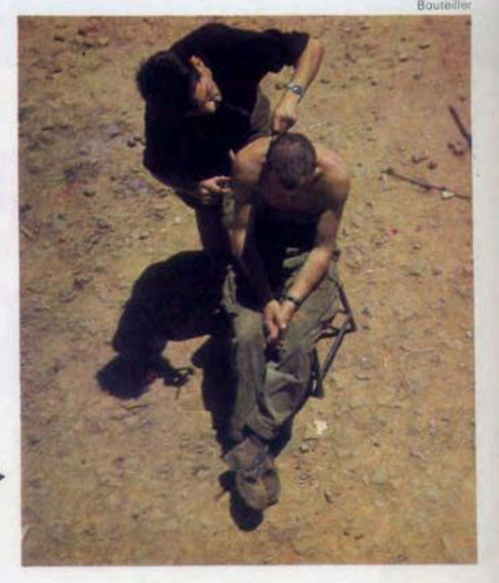
Tout de même, le drame en gestation parut disproportionné. Alger envisageait froidement la guerre civile et Paris, dans une panique délirante, préparait la répression sans nuance. Duel de galonnés. Les 400 000 sans-grades n'avaient aucune motivation pour remonter sur Paris en enjambant les cadavres de leurs copains, de leurs cadets qui commençaient à Besançon ce que nous finissions à Miliana.

A Bou-Zerou, le reflux, le refus, partit de quatre gars solides, bien plantés, très moyennement politisés, mais dotés d'un bon sens en fonte brute : un sergent, un cabot-chef, l'armurier, le responsable appro furent les premiers à se frapper la tempe d'un index dubitatif, puis à ponctuer leurs propos de dénégations énergiques. « Tu sais, me dit l'un, s'il arrive un ordre d'Alger, je ne marche pas. »

De bouche à oreille, la consigne confidentielle d'inertie fit le tour du poste. Le radio, l'infirmier, le secrétaire approuvèrent avec véhémence. Toutes nos résolutions intimes chantaient à l'unisson. On était forts. On n'a pas tous les jours l'approbation d'un chef d'État.

Les plus posés constituaient un état-major improvisé. Ils organisaient la surveillance du pied-noir et de l'adjudant, pas très sûrs, l'arraisonnement du lieut' en cas d'ordre des putschistes. D'autres rêvaient. Mi-poètes, mi-héros, ils parlaient de descendre à la mer, de nuit, en armes, de voler une barque de pêche à Novi et de remonter à Marseille. Ils arrivaient à ▶

Bouteiller



Le « figaro-maison » au travail. Comme dans tous les ▶ « salons de coiffure », la conversation va bon train. Au cœur du débat : le putsch. « Que se passera-t-il quand tous les colonels d'Algérie auront rallié Salan ? »



Dalmas

◀ Dans l'Algérie tout entière, le contingent proclame sa fidélité au général de Gaulle. Son allocution du 23 avril, que « 500 000 gaillards » ont écoutée religieusement, a eu partout un prodigieux impact.

et tout se dénoua à une vitesse de déroute

Marseille, rassuraient la foule, apaisaient le trouble et dénouaient, acclamés, tout le drame à eux quatre.

Dans la matinée du lundi un convoi descendit au P.C. malgré la consigne et, toujours malgré la consigne, trois half-tracks montèrent chez nous. Sur l'initiative d'un cabot-chef. Et pour nous informer. « Halte! dit un copain au premier blindé, ici, poste gaulliste. — Nous aussi », répondit le chef de bord.

Il nous expliqua d'une voix rapide la situation en bas : le bataillon était commandé par le capitaine de la C.C.A.S., gaulliste de vieille souche; ils avaient la main sur la régulation et faisaient passer leurs messages sur une fréquence qu'il nous indiqua; tous les sous-offs du P.C. suivaient le capitaine. Pour la première fois, ils nous étaient sympathiques, les rempilés.

Qu'on ne se méprenne pas. Le report aux calendes de la quille nous avait abattus, mais la perspective d'une guerre civile nous avait révoltés. La réaction du contingent commença le lundi. Après le discours. Donc pour des raisons politiques — même obscurément ressenties — et pas pour le tant au jus.

Quand notre convoi revint, les copains confirmèrent les dires des blindés. Ils ajoutaient que la 58 2/C serait libérée ce soir. Les libérables avaient détruit le camp et saccagé le D.I.M. « Alors, c'est foutu », dit quelqu'un. C'était vrai pour deux raisons. D'abord, parce que la capitulation des généraux devant les anciens prouvait que tout le contingent avait dit *non* depuis ce matin. Ensuite, parce que, aussitôt débarqués, les libérables allaient conjurer le mauvais sort, détruire les mythes et apaiser les esprits.

Mardi 25 avril. Quatrième jour de captivité. Les vivres vinrent à manquer. Alors le maçon, le fils de charcutier, le muletier engagé, le cuistot décidèrent de saigner le cochon. Depuis un an qu'il prospérait de nos eaux grasses dans un trou grillagé de la butte et sous les malédictions des harkis, il était temps qu'il nous sauve, cet innommable puant.

Le temps d'un carnaval

Et puis ça se dénoua à une vitesse de déroute. Une énorme queue de poisson. On s'armait la conscience pour une guerre civile et ça durait le temps d'un carnaval.

On ricana aux promesses fallacieuses : dix-huit mois de service, rapatriement immédiat. « Ils se prennent, dit quelqu'un, pour le gouvernement... » On se coucha à Bou-Zerou, comme dans toute l'Algérie où, en quatre jours, la plupart des jeunes Français avaient réagi comme un seul homme.

Un marteau têtu se mit à clouer une immense planche dans la nuit. Le F.Mt de la tour tirait, tirait, obstiné. L'adjudan. nous précéda au TS-10 qui reliait la plate-forme à la tour. On l'entourait dans le noir, haletants. Sûr que les fells avaient profité de nos zizanies pour nous foutre un harcèlement. « C'est pour mettre « Gris » en écoute, dit le sous-off, vous auriez pu le dire. » Il reposa le combiné dans sa gaine de cuir et se retourna : « Le putsch est fini. Ils se sont rendus. » Dans la nuit tous les radios recevaient le même message et s'alertaient de tour en tour : « Fais passer. » Le cauchemar s'achevait en fausse alerte.

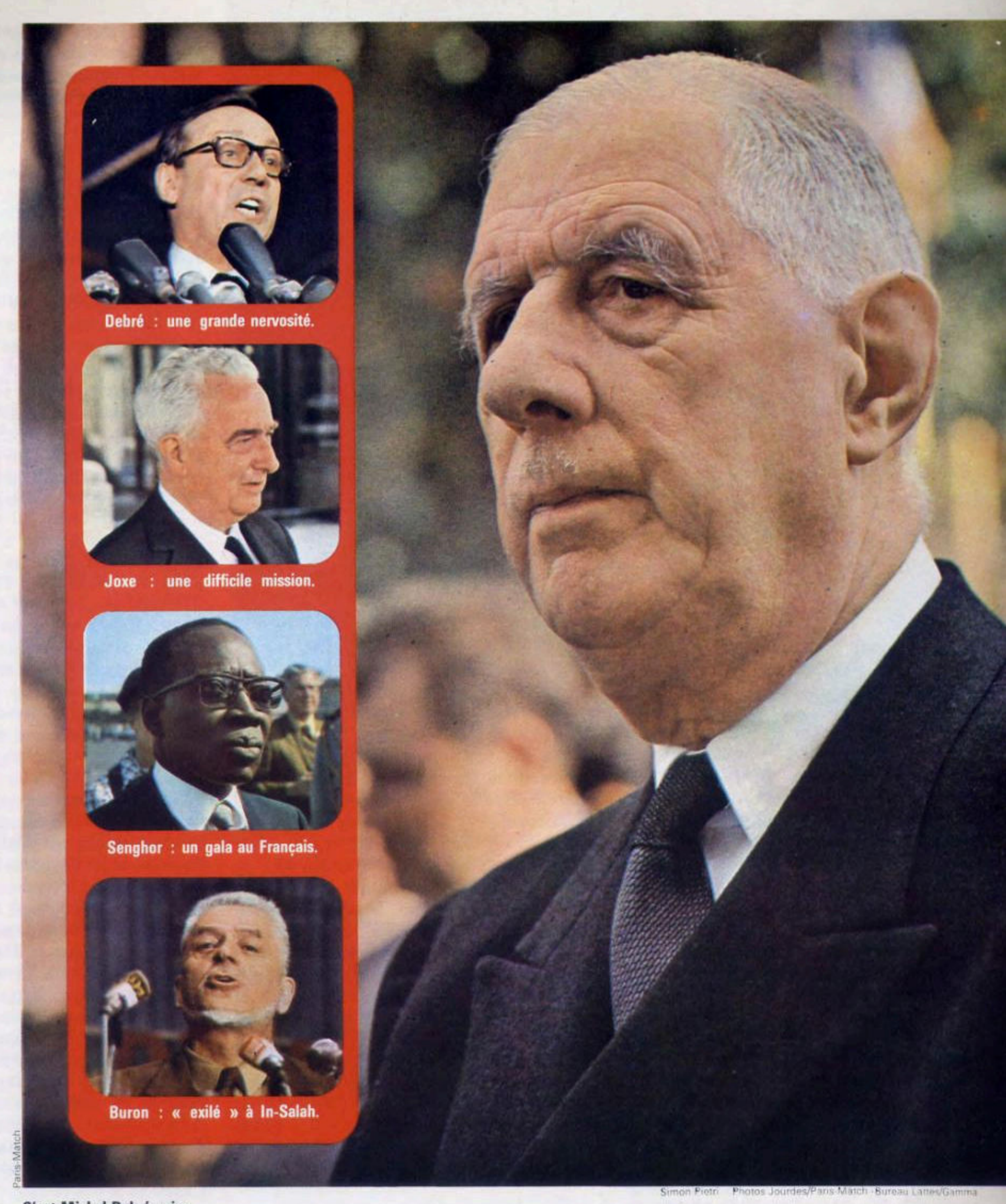
La compagnie dut fournir ensuite huit hommes de renfort pour le service d'ordre à Alger. Puis, en juillet, il fallut en découdre avec une forte katiba. Des morts chez eux, chez nous aussi. H

J.-P. BRÉSILLON

De Gaulle, lors de son allocution, a délié les soldats de l'obéissance à leurs chefs mutinés, même en ce qui concerne les opérations contre le F.L.N. La violence du ton, le choix des mots, ont profondément touché les soldats, et pas seulement ceux du contingent. Et Zeller devait même dire à Challe : « On a eu tort de ne pas brouiller la diffusion de son allocution. » ▶

E.C.P.A.





Debré : une grande nervosité.

Joxe : une difficile mission.

Senghor : un gala au Français.

Buron : « exilé » à In-Salah.

Paris-Match

Simon Pietri Photos Jourdes/Paris-Match - Bureau Lattes/Gamma

C'est Michel Debré qui a pris sur lui de réveiller le général de Gaulle pour lui annoncer la nouvelle du putsch. Ce dernier venait à peine de s'endormir, ayant passé la soirée à la Comédie-Française avec Léopold Senghor. De Gaulle charge Debré de prendre l'affaire en main et décide d'envoyer Joxe et le général Olié se rendre compte sur place. Debré, au début, avait pu s'entretenir par téléphone avec Morin et Buron.

A PARIS : UN ZEUS TONNANT

Le samedi 22 avril, à l'heure où le mécanisme du putsch se met en branle, la France s'apprête à passer une nuit comme les autres. Vers 1 heure du matin, le général de Gaulle regagne l'Élysée, après avoir assisté à un gala à la Comédie-Française en l'honneur du président de la République du Sénégal, Léo-



A.G.I.P.

◄ La capitale a changé de visage. Autour de l'Assemblée, des chars ont été disposés. Des renseignements inquiétants sont parvenus au gouvernement, faisant état d'un débarquement possible de parachutistes.

le pouvoir paraît surpris et accuse le coup

pold Senghor. Suivant un phénomène qui tend à devenir rituel à la veille de toute crise majeure, le gouvernement est dispersé. Couve de Murville et Messmer se trouvent à Rabat pour les cérémonies du rapatriement des cendres du maréchal Lyautey. Edmond Michelet est à Rennes. Roger Frey assure l'intérim de l'Intérieur en l'absence de Chatenet. Quant au premier ministre, Michel Debré, il s'apprête à partir pour Cherbourg.

C'est à 1 h 45 que les premiers échos du putsch parviennent à Paris, sur un message des services de police d'Alger. Aussitôt, le directeur de la Sûreté réveille Roger Frey, qui alerte Michel Debré : « Ça bouge à Alger. » Celui-ci s'empresse d'avertir, à son tour, le général de Gaulle. Dès lors, une activité fiévreuse règne à Matignon, où arrivent successivement Louis Terrenoire, Roger Frey et Joxe. Au début, Michel Debré réussit encore à s'entretenir par téléphone avec Morin et Buron. Mais, bientôt, la communication est coupée. A 5 heures, il n'y a plus d'illusions à se faire : Alger est aux mains des conjurés.

Vers 6 heures, un bref communiqué rend publique la nouvelle de l'insurrection : « L'indiscipline de certains chefs et de certaines troupes a abouti ce matin, à Alger, à placer les pouvoirs civil et militaire dans l'impossibilité d'être exercés. La situation dans le reste de l'Algérie est calme. Le gouvernement a pris cette nuit les mesures nécessaires... » A 9 h 30, enfin, à l'heure où la déclaration de Challe coupe les ponts entre Paris et Alger, Louis Terrenoire, les yeux rougis par l'insomnie, tient une brève conférence de presse et jette quelques lueurs sur la « folle équipée » des officiers rebelles.

En dépit de certaines paroles qui laissent entendre que le gouvernement s'attendait à un coup de force, l'impression des assistants est bien différente. Le pouvoir paraît surpris et accuse le coup. On ne peut s'empêcher d'évoquer les propos rassurants de Messmer, à peine vieux de quarante-huit heures : « Je ne dis pas qu'il n'y aura pas certains accès de mauvaise humeur, des réactions de mécontentement, mais il est exclu que l'armée sorte de la discipline. » Le général Gambiez avait éprouvé, de son côté, le besoin de faire écho : « L'armée obéit et ne serait plus disponible pour un nouveau 24 janvier. » En réalité, nombre d'informations transmises par les renseignements généraux avaient provoqué dans les milieux officiels une vague inquiétude.

Un calme olympien

En tout cas, on ne cherche pas à cacher, dans l'entourage du premier ministre, une angoisse réelle. Cette fois, le 13 Mai est dépassé. L'armée, ou du moins certains de ses éléments de marque, a franchi le Rubicon. C'est le régime même qui est en jeu. Maîtrisant mal sa nervosité, Michel Debré s'adresse, dès 13 h 20, à la population par la radio et la télévision.

Quelle est la réaction ? Dans l'ensemble, fort mesurée. Depuis plus de trois ans, on est habitué aux foucades d'Alger et ce brusque sursaut de l'armée n'est pas une véritable surprise. On s'y attendait un peu. On pense simplement qu'avec des hommes comme Challe, Lacheroy, Argoud, Godard, qui ne sont plus des inconnus et qui bénéficient de l'appui de ces fameux paras, que l'on admire et redoute à la fois, la crise sera plus rude que d'habitude. Une fois de plus, on s'en remet au grand magicien, au général de Gaulle, et l'on attend ses réactions. C'est à une sorte de match passionnant que les Français s'apprêtent à assister.

De fait, le chef de l'État va se révéler, une fois encore, comme l'homme des tempêtes. Il sera le seul à dominer la crise, à porter à bout de bras ses ministres, qui pendant trois jours ne seront que de pâles comparses. Déjà, au cours de la nuit, à l'égard de Debré, il s'est montré rassurant. « Cette affaire n'est pas sérieuse », affirme-t-il. « C'est une question de trois jours », précise-t-il à Jacques Foccart. Pour l'heure, affichant un calme olympien, il se refuse à toute déclaration publique, qui ne pourrait qu'être prématurée. En stratège de marque, il entend laisser la crise évoluer, mûrir, attteindre les premiers signes de pourrissement. C'est à ce moment-là seulement qu'il passera à la contre-attaque et fera entendre la voix de Charles de Gaulle.

En attendant, des mesures n'en sont pas moins prises. Roger Frey assumera l'Intérieur. Michel Debré se chargera de l'armée et de l'Algérie. Cette fois, l'heure des crises de conscience est passée. Il s'agit de l'État. Quant à Joxe et au général Olié, nommé commandant en chef en Algérie à la place de Gambiez, provisoirement « empêché », ils vont gagner immédiatement l'Algérie, munis des pleins pouvoirs, afin d'observer et de rendre compte. Cependant, dans l'incertitude qui plane sur le loyalisme des troupes stationnées en France ou en Allemagne, un certain nombre de mesures s'imposent immédiatement. Un coup de filet heureux permet de surprendre chez le commandant Bléhaut, le général Faure, le commandant Casati et le préfet Léger. D'autres officiers sont gardés à vue ou mis aux arrêts de forteresse. Enfin, le conseil des ministres, réuni à 17 heures, décide de décréter l'état d'urgence et le général de Gaulle ne cache pas son intention de recourir à l'article 16. Pour le moment, c'est tout, il n'y a rien d'autre à faire.

Le lendemain, dimanche 23 avril, la crise franchit un degré supplémentaire. D'après les nouvelles fragmentaires qui arrivent d'Algérie, il semble bien que la sédition gagne du terrain. Si la situation en Oranie est confuse, le Constantinois paraît basculer du côté de Challe. Mais l'élément important est surtout le retour de Joxe et d'Olié, dont le voyage, singulièrement mouvementé, a pris, par moments, des allures d'acrobatie. Le tableau

Manifestations à Paris. « Des armes pour le peuple ! » ▶ réclament les syndicats, qui, dès le samedi matin, ont pris position contre les « généraux factieux » et organisé une grève pour le lundi 24 avril à 17 heures.

Sauer/Paris-Match



Sauer/Paris-Match

que brosse le ministre de l'Algérie est, à la fois, rassurant et pessimiste. Dans leur grande majorité, les fonctionnaires restent fidèles au pouvoir. Le contingent ne cache pas son hostilité au putsch. Si la sédition proprement dite ne concerne qu'une minorité de cadres et d'unités, le gros du corps des officiers est hésitant et l'armée risque de basculer d'un moment à l'autre du côté de Challe. En tout cas, la majorité des chefs militaires se retranche derrière les « nécessités opérationnelles » et entend conserver l'unité de l'armée, pour ne pas faire le jeu de la rébellion. Joxe insiste pour que le chef de l'État s'adresse aux officiers et leur indique clairement leur ligne de conduite.

Le ton est dur

Toujours olympien, le général de Gaulle affecte de vouloir rester encore sur les hauteurs. « Voyez-vous, tout cela est dramatique, mais ce n'est pas sérieux. L'armée... vous parlez de l'armée. Savez-vous ce que c'est, à l'heure où nous sommes? Il s'agit de cinq cent mille gaillards pourvus de transistors! » Mais Joxe revient à la charge, insiste; finalement, de Gaulle se laisse fléchir. C'est bon, il s'adressera le jour même à la nation comme dans les grandes circonstances où la vie du pays est en jeu.

Le soir, c'est à nouveau l'épreuve rituelle. Des millions de Français se retrouvent devant leur écran de télévision. Pour la circonstance, le chef de l'État a mis sa tenue de général de brigade. Le ton est dur, dramatique; on retrouve toute la « mythologie gaulliste ». Le spectacle est de qualité et le charme opère comme aux meilleurs jours : « Un pouvoir insurrectionnel s'est établi en Algérie par un *pronunciamiento* militaire. Les coupables de l'usurpation ont exploité la passion des cadres de certaines unités, l'adhésion enflammée d'une partie de la population de souche européenne qu'égarent les craintes et les mythes, l'impuissance des responsables submergés par la conjuration militaire. Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers partisans, ambitieux et fanatiques. Ce groupe et ce quarteron [...] ne voient et ne comprennent la nation et le monde que déformés à travers leur frénésie. Leur entreprise conduit tout droit à un désastre national. »

C'est ensuite l'évocation du 18 juin 1940, le coup de patte habituel à la IVe République, le rappel de l'effort de redressement « à la veille même de la réussite ». « Voici l'État bafoué, la nation défiée, notre puissance ébranlée, notre prestige international abaissé, notre place et notre rôle en Afrique compromis. Et par qui? Hélas! Hélas! par des hommes dont c'était le devoir, l'honneur, la raison d'être de servir et d'obéir. »

Le chef de l'État ajoute: «Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis bien tous les moyens, soient employés pour barrer, partout, la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. » Après une allusion à l'article 16, l'allocution se termine par un ultime appel : « Françaises, Français, aidez-moi! »

Mais l'heure n'est pas encore à l'exégèse, même si on s'interroge sur le bon usage du mot « quarteron ». Le second acte de ce qui risque d'être un des plus grands drames de l'histoire de France serait à la veille de se jouer. Des renseignements indiquent que des unités de parachutistes sont en train de s'embarquer à bord d'avions de transport sur différents terrains d'Algérie. A minuit, le centre de Paris est méconnaissable. Toutes les forces du maintien de l'ordre sur lesquelles on croit pouvoir compter, C.R.S., gendarmes mobiles, prennent position, avec des engins blindés, autour de l'Élysée, du Palais-Bourbon, des ministères. Les unités de l'armée, dont le loyalisme est sujet à caution, sont consignées dans leurs casernes. En même temps, toute la circulation aérienne est interdite sur l'ensemble du territoire métropolitain. Des obstacles divers, camions, tracteurs, fûts d'essence, sont disposés en travers des pistes.

Mais la mesure la plus inattendue ▶

Sauer/Paris-Match



◀ Place Beauvau, des centaines de volontaires se sont présentés : ils veulent des armes pour défendre la République. On leur distribue des treillis, des casques, des godasses... et de belles paroles. André Malraux, plus exalté que jamais, évoque la République, la guerre d'Espagne, sa jeunesse. Des volontaires se changent sur place.



R. Bail

◄ Toulon. Le 24 avril, les conjurés apprennent que la flotte aurait appareillé de Toulon pour Mers el-Kébir. Challe, qui vit encore d'illusions, songe alors à tenter de lui faire prendre parti pour son gouvernement.

l'appel mélodramatique du premier ministre

concerne le rassemblement, au ministère de l'Intérieur, de quelques centaines de volontaires rameutés par des F.F.L. ou des organisations allant de l'U.N.R. au P.S.U., en passant par la S.F.I.O. ou le Club Jean-Moulin. Dans la cour du vénérable hôtel de la place Beauvau, le spectacle tient de la *Kermesse héroïque*. On distribue treillis, godillots, mais les armes se font attendre. Sous les flashes des photographes, ravis du spectacle, on voit apparaître Roger Frey, Sanguinetti, André Malraux qui croit revivre les grandes heures de la guerre d'Espagne. Surgissant en même temps, les premiers comités de défense de la République, qui se chargent plus spécialement de surveiller les postes de radio périphériques.

A pied ou en voiture

A Matignon, la nervosité, l'angoisse sont à leur comble. Michel Debré donne la mesure du désarroi du gouvernement en lançant, à 23 h 45, un appel mélodramatique à la télévision. Le premier ministre apparaît décomposé, mal rasé, le débit heurté, haché : « Des avions sont prêts à lancer ou à déposer des parachutistes sur divers aérodromes afin de préparer une prise du pouvoir. Le gouvernement est certain que la population aidera de toutes ses forces à la défense de la nation. Dès que les sirènes retentiront, allez, à pied ou en voiture, convaincre ces soldats trompés de leur LOURDE ERREUR. Il faut que le bon sens vienne de l'âme populaire et que chacun se sente une part de la nation. »

Bien peu de Français auront l'occasion d'entendre cet appel pour le moins saugrenu. La plupart n'en prendront connaissance que le lendemain matin, à l'heure du petit déjeuner. Les réactions seront des plus variées : stupeur, inquiétude, colère ou franche hilarité. Quelques-uns ne resteront pas, cependant, insensibles. Des groupes de bonne volonté se porteront dans le centre de Paris, où ils verront avec stupéfaction un déploiement de forces considérable. Dans certaines banlieues, on entendra sonner le clairon et l'on verra des petits rassemblements se former le long des grands axes qui conduisent à la capitale.

Malgré tout, la nuit s'écoule sans la moindre alerte et au petit matin, chacun rentre chez soi, non sans avoir pris rendez-vous pour le soir suivant. L'appel du général de Gaulle, les émotions de la nuit, provoquent, cependant, un réveil de l'opinion. Les partis, les syndicats multiplient les prises de position. Pour l'heure, les revendications sociales passent au second plan. Certains commencent à éprouver sérieusement la crainte du « coup d'État fasciste ». La C.G.T., la C.F.T.C., F.O., la F.E.N. réclament des armes pour les travailleurs et proclament que « tous les moyens propres à s'opposer à une entreprise factieuse seront utilisés si nécessaire ». Une grève d'une heure est décidée pour le lundi 24 avril à 17 heures.

Cette grève, des millions de Français y participent et toute l'activité du pays se trouve, un instant, arrêtée. A cette occasion, tous les partis, à l'exception des communistes, apportent leur appui au gouvernement. Pour la S.F.I.O., « l'espoir de paix né de la politique du 16 septembre a créé entre le peuple et le chef de l'État un lien solide ». Le M.R.P. confirme son soutien total « à la politique poursuivie pour mettre un terme au conflit algérien ». Dans presque tous les départements les conseils municipaux et les conseils généraux se réunissent pour condamner le mouvement insurrectionnel et adressent des télégrammes de confiance au général de Gaulle. Seuls, les indépendants manifestent une indiscutable réticence.

En tout cas, au cours de la journée du 24 avril, la confiance renaît. Le gouvernement semble s'être ressaisi. Devant le Parlement, un message du général de Gaulle annonce la mise en application de l'article 16. De nouvelles arrestations sont opérées; les généraux Allard et Beaufort sont mis aux arrêts de rigueur, d'autres officiers placés sous surveillance. Dans la soirée, on n'en rétablit pas moins les mesures de défense. Le préfet de police dispose de 10 000 C.R.S. et agents de police. Le général de Gastines prend la tête de la 16ᵉ division de réserve. Dans chaque département, on procède au rappel d'un escadron de réserve de la gendarmerie. Des forces blindées, dont on garantit la loyauté, sont rappelées d'Allemagne. La nuit s'écoule sans incident et sans la moindre manœuvre d'intoxication.

«...Par tous les moyens, y compris les armes.»

Le 25 avril, de toute évidence, le putsch se meurt. On apprend que des avions rentrent d'Algérie. Au cours de la journée, Messmer, puis le général Olié lancent un appel aux troupes d'Algérie et cherchent à exploiter les divisions qui se manifestent au sein du mouvement. A 20 heures, le chef de l'État adresse lui-même une directive : « Face à une pareille menace, la mission générale des forces armées consiste d'abord à arrêter l'insurrection, puis à la briser, enfin à la liquider, par tous les moyens voulus, y compris l'emploi des armes... »

Le soir, tout est terminé et le lendemain matin, les Français prennent connaissance de l'épilogue du putsch : Zeller, Jouhaud, Salan, en fuite; Challe s'est constitué prisonnier.

Dans l'ensemble, le soulagement domine. Un danger paraît écarté. Pas véritablement celui de l'instauration d'un régime fasciste, mais plutôt la crainte d'une aventure dans laquelle l'armée risquait de plonger la France. Plus que *l'Aurore*, qui souligne le paradoxe d' « un contingent plus fidèle que l'armée de métier », c'est *Combat* qui tire la véritable portée de la crise : « Le général de Gaulle aborde l'étape de la négociation avec une autorité accrue et dans une atmosphère internationale optimum.» H

Philippe MASSON

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur :	Dessinateur :
Yves Courrière	*John Batchelor*
Conseiller auprès	Fabrication :
de la Direction :	*Roger Brimeur*
Général Beaufre	Secrétariat
Rédacteur en chef :	de la rédaction :
Jean Fontugne	*Brigitte*
Adjoints :	*Le Pelley Fonteny*
Jacques Kohlmann	Adjoint :
Liliane Crété	*Charles Meyer*
Chef service photo :	Directeur
François Wittmann	de la promotion :
Directeur des publications	*Jacques Jourquin*
Historia :	Assistantes :
Christian	*Chantal de Pinsun*
Melchior-Bonnet	*Françoise Rose*
Administration :	Relations publiques :
Christian Clerc	*Claude Bénédick*
Maquettiste :	Abonnements :
Edmond Fréson	*Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
T. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.

Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Avril 1961 *(Suite)*

AFRIQUE

2-4 : célébration des fêtes de l'indépendance au Sénégal.
4 : incidents à Élizabethville (Congo ex-belge).
5 : accords Tshombé-O.N.U.
9 : élections législatives et présidentielles au Togo.
Incidents au Sud-Kasaï.
26 : arrestation de Moïse Tshombé.
29 : création en Guinée d'une « Union des États africains ».
30 : raids terroristes au Cameroun.

AMÉRIQUE

5 : application de la résolution du Conseil de sécurité sur le Congo.
10 : ratification de la convention de l'O.C.D.E.
15 : bombardement de La Havane.
Débats à l'O.N.U. sur l'affaire du Congo.
17 : note de l'O.N.U. à Tshombé.
Débarquement de troupes anticastristes à Cuba.
18 : manifestation antiaméricaine au Chili.
Opérations militaires à Cuba.
18-19 : communiqués de Fidel Castro au conseil révolutionnaire et au gouvernement cubain.

ASIE

1er : signature d'un accord Chine-Indonésie.
2 : déclaration du maréchal Chen-Yi sur le Laos.
7 : déclaration du Pathet-Lao sur les conditions d'un cessez-le-feu.
18 : message de Chou En Lai à Fidel Castro.
L'état d'urgence est décrété en Corée du Sud.
19 : manifestations au Japon.
22 : entretien Souvanna-Phouma-Chou En Lai.

EUROPE

8 : accords commerciaux sino-soviétiques.
10 : ratification de l'accord soviéto-italien.
Grève des dockers à Londres.
11 : grève des dockers au Danemark.
12 : entretiens franco-britanniques sur les programmes d'armement communs.
Premier vol d'un homme (soviétique) dans l'espace.
18 : déclaration soviétique sur Cuba.
22 : interruption du trafic aérien entre la France et l'Espagne.
23 : le général Salan quitte Madrid.
Message d'Adenauer à Khrouchtchev et, le 24, au général de Gaulle.
27 : entretien Couve de Murville-Vinogradov.
En Italie, grève dans la métallurgie.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



APRÈS LA RÉVOLTE : LES MOTIFS D'UN ÉCHEC

Sommaire

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 3e trim. 1973. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 335 - 3 septembre 1973.**



Le Canard enchallé



Et voici la Constitution de Sal' an XII

SITOT installé dans ses meubles, le nouveau Pouvoir a procédé à une adaptation des textes constitutionnels. Cela fait partie des précautions d'usage. Il n'y a apporté que de très légères retouches d'ailleurs.

La Constitution de Sal' an XII (du nom de celui qui n'en est pas l'auteur) prévoit les articles additionnels suivants :

"Nous, Maurice, maréchalle de France et d'Algérie,
"Vu l'avis de notre Légion étrangère,
"Ordonnons et promulguons :

"Article 16 bis. — *Lorsque les institutions de la non-République et la dépendance de la Nation sont menacées ou, au besoin, ne le sont pas, et même réciproquement, voire inversement, le chef de l'Etat assume tous les pouvoirs, surtout s'il n'est pas capable de les exercer ou de se faire obéir de ceux qui ont charge de lui obéir.*

"Article 17. — *Par mesure de sécurité, le premier ministre prend le titre de second ministre qui, du reste, lui suffit amplement.*



— Maréchalle nous voilà !

Nos bonnes lectures

LA PRIERE DU PARA

On ne remettra jamais assez, sous les yeux de ceux qui ont la comprenette dure, la fameuse "Prière du para", qu'on distribue à tous les jeunes soldats de cette troupe de choc :

Donnez-moi, mon Dieu, ce qui vous reste
Donnez-moi ce qu'on ne vous demande jamais.

Je ne vous demande pas le repos
Ni la tranquillité
Ni celle de l'âme, ni celle du corps.

Je ne vous demande pas la richesse
Ni le succès, ni même la santé.

Tout ça, mon Dieu, on vous le demande tellement
Que vous ne devez plus en avoir.

Donnez-moi, mon Dieu, ce qui vous reste.
Donnez-moi ce que l'on vous refuse.

Je veux l'insécurité et l'inquiétude.
Je veux la tourmente et la bagarre
Et que vous me les donniez, mon Dieu, définitivement.

(Cette prière, rappelons-le, avait été écrite en 1942 par un jeune para de la France Libre, mort en 1943 ; il n'en existait donc pas une version allemande, et on ne l'aurait pas conçue à l'époque. Mais les temps ont changé et il faut aujourd'hui penser aux parachutistes du 1er Régiment étranger qui viennent de se signaler par le glorieux fait d'armes qu'est la prise d'Alger. La traduction s'impose donc.)



— Au chose !

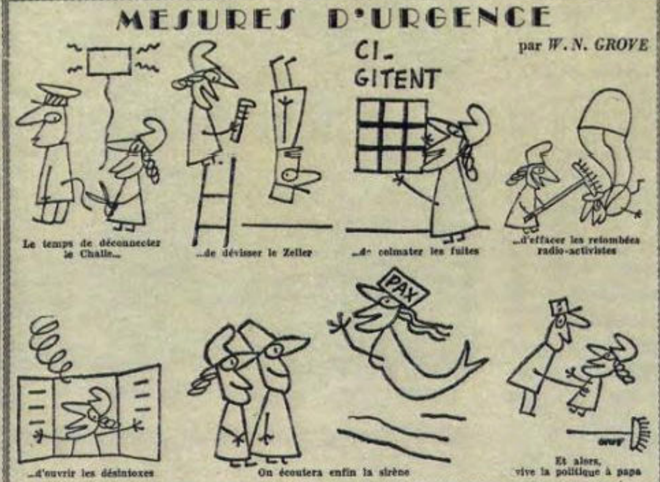
DE PLUS EN PLUS CLAIR



LE FELLAGHA : Alerte, voilà les rebelles !



L'Elysée vous parle...



Le temps de déconnecter le Challe... ...de dévisser le Zeller ...de colmater les fuites ...d'effacer les retombées radio-activistes ...d'ouvrir les désintoxes On écoutera enfin la sirène Et alors, vive la politique à papa

Encore l'Algérie de para

COUP de force de l'Armée à Alger.

Elle n'avait pas assez d'une campagne militaire.

Il lui faut aussi une guerre civile !

Oran a également été mise en état de siège.

Et Constantine a fait l'objet d'un plan d'investissement.

En Algérie, le pouvoir est à la troupe.

En France, l'autorité est alarmée...




...merdeur

"Aidez-moi !" a dit de Gaulle aux Français.

D'un côté, le complot.

De l'autre, les conjurations...

L'émetteur des insurgés se nomme "Radio-France".

Un poste à antenne dirigée.

Et ondes ultra-courtes.

Le nouvel hymne de la Légion : "Tiens, voilà du boudin !"

Exemple de message diffusé par "Radio-France" : "L'escargot fait du trapèze."

Nous, on serait plutôt pour la paix des baves...

Les instigateurs de la rébellion sont quatre généraux retirés de l'Armée.

Mais qui n'ont pas pour autant battu en retraite.

— Il y a Challe...
— Challe histoire !
— ... Jouhaud...
— Jouhaud quoi ?
— ... Zeller...
— Zeller fin !
— ... Et Salan...
— Un Salan style directoire...

La devise des généraux d'Alger : s'agiter avant de servir.

Singulière armée que l'armée française.

Les généraux sont de faction.

Et les colonels sont di Gardes.

L'appel de M. Messmer : "Officiers, sous-officiers, hommes de troubles..."



Les coupables, dit-on, seront déférés à la Justice militaire.

D'accord pour les tribunaux.

Mais pas d'exceptions !

Les volontaires du dispositif de sécurité ont bivouaqué au Grand Palais.

Pourquoi pas au palais de la Défense ?

En attendant, Paris est toujours sous le coup d'un raid de parachutistes.

"Vous descendez à la prochaine ?", comme dirait M. Michel Debré, garde des sauts.

— A votre avis, que risque Challe ?

— De redevenir général de division.

Entendu M. André Malraux haranguer le service d'ordre.

C'est lui qui préside le conseil des milices.

Les organisations de gauche ont exprimé leur volonté de défendre la République.

Pour le P.C., Challe est le matin du grand soir...

A quand un gouvernement de fronde populaire ?

Jean-Paul Grousset.

TECHNIQUE DU COUP D'ETAT

Pour réussir un coup d'Etat, plusieurs conditions sont nécessaires et suffisantes :

1. Il faut qu'il y ait un Etat, même de siège ou d'alerte.
2. Il faut qu'il y ait un coup, même de Frejac.
3. Il faut compter sur l'apathie générale. On n'emporte pas, en effet, l'apathie à la semelle de ses Ollé.
4. Il faut créer une psychose toujours.
5. Il faut prouver para + b qu'on est les plus forts.

Les spectacles de la semaine

● Au Théâtre de Bab-el-Oued : "Voulez-vous Jouhaud avec moi?"




— Yvonne ne sera sûrement pas d'accord !

Directrice-gérante : Jeanne MARECHAL.
Rédacteur en chef : R. TRENO.
Imprimerie, 21, rue de Berri
Travail effectué par une équipe d'ouvriers syndiqués.



APPEL AU PEUPLE

Le général-président de la République vient de lancer un émouvant "appel au peuple" :

"Dans les circonstances graves que le pays traverse, tous les contribuables français doivent se tenir en permanent état d'alerte. Nous leur demandons instamment de ne pas rester, si nous osons dire, passifs. Françaises, Français, pour le salut de notre patrie, soyez prêts à faire l'effort que nous vous demandons. Nous ne vaincrons qu'avec la cavalerie de Saint-Georges.

"L'heure est venue de casquer."

Signé : Général de division Challe.



PROGRAMME DE RADIO ALGER

6 HEURES. — Le bulletin de formation.
6 H. 15. — Causerie : la décolonisation.
7 HEURES. — Le bulletin-déformation.
8 H. 30. — La minute du petit bricoleur : le quart-de-rond.
9 HEURES. — Emission religieuse : "L'étui de cierge."
10 H. 15. — Le grand Challe vous parle.
12 HEURES. — La gymnastique au saut du lit-coptère.
15 HEURES. — En direct des Folies-Bechères.
17 HEURES. — Boum !
17 H. 3. — Tiens voilà du boudin !
17 H. 6. — Le Salan qui passe.
19 HEURES. — Emission littéraire : "O combien de Morin."
21 HEURES. — Le Club des Baroudeurs.
22 HEURES. — Fin des missions.



Notre concours des choses vues

PREMIER PRIX

VOIX METALLIQUE

En attendant que les autres soient en taule...

(Photo prise à Marmande, lors du dernier voyage de Mongénéral, par Mlle Liliane BOISSIERES, qui gagne un abonnement d'un an pour une tierce personne.)



DEUXIEME PRIX - NOM D'UN PETARD



"Jeanne Valérie sait montrer, depuis son dépaysement italien, tout son talent", dit la légende. Elle connait en tout cas, l'art de sauver la fesse...

(Extrait de "Cinémonde", 11-4, envoyé par M. J. BILLY, de Marseille, qui reçoit un abonnement de six mois pour un tiers.)

TROISIEME PRIX
CORVEE DE CHIOTS



Les petits cabots entretiennent l'amitié...

(Extrait du "Journal de Téhéran", 18-4, envoyé par Mlle Anne-Marie SIMOND, de Téhéran, qui bénéficie d'un abonnement de 3 mois pour une personne de son choix.)

C D E F G H

Le 26 avril 1961, au lendemain de l'échec du putsch, le Canard ne peut manquer de donner une synthèse des événements...